

AFRICA : 10 SEPTEMBRE 2020 : [MALI : le président déchu est parti , Coup d'Etat militaire – 18/08/2020 | Le MOZAMBIQUE se prépare à reprendre le port contrôlé par les djihadistes | Un camion piégé en SOMALIE fait 3 morts et 3 blessés, dont un soldat américain]

1/ BURUNDI : Indépendance des années 1960 - L'Accord entre les HIMA et les Familles Colons-Exclavagistes BELGO - OCCIDENTAL : Les BARANYANKA n'ont pas assassiné Feu RWAGASORE

2/ MALI : le président déchu est parti , Coup d'Etat militaire - 18/08/2020

3/ MOZAMBIQUE: Insécurité alimentaire croissante liée à l'insurrection djihadiste / Le Mozambique se prépare à reprendre le port contrôlé par les djihadistes

4/ TUNISIE : En Tunisie, le groupe Etat islamique revendique l'attaque ayant tué un gendarme

5/ LIBYE : Libye - la NOC annonce que les pertes liées au blocus pétrolier s'élèvent désormais à près de 9,5 milliards \$

6/ GAMBIA : Gambia seeks consultants for 150 MW solar-plus-storage project

7/ SOUTH SUDAN : South Sudan's health minister praises Chinese medics for assistance

8/ SUDAN : Sudan floods threaten ancient archaeological gem

9/ SOMALIE : Un camion piégé en Somalie fait 3 morts et 3 blessés, dont un soldat américain

10/ ZIMBABWE : le gouvernement en guerre contre le commerce illégal d'or

11/ MALAWI: le nouveau président dit vouloir ouvrir une représentation diplomatique à Jérusalem

12/ ANGOLA : PGS achève un programme d'acquisition sismique 3D au large de l'Angola



SOURCES : xinhuanet.com / AFP - Ashraf Shazly / afrik.com / coolamnews.com / Agence Ecofin / Benin 24 TV / Le Monde - AFP / bdiagnews / slate.fr

HAÏTI :

Haiti - Sport : Assassinat de l'entraîneur national de Kyokushin

06/09/2020 09:37:13 <https://www.haitilibre.com/article-31727-haiti-sport-assassinat-de-l-entraîneur-national-de-kyokushin.html>

Ronald Gérard D'Mezard, le Ministre de la Jeunesse a appris avec émotion la mort du Vice-président et entraîneur national de Kyokushin (karaté sans protection), le Sensei (maître) Kadhafi Saphir, assassiné par balles le jeudi 3 septembre 2020 à l'Acul non loin de Gressier sur la Route Nationale numéro 2.

Kadhafi Saphir était présenté comme un dirigeant très engagé de la Fédération Haïtienne de Kyokushin. Il a participé activement au sacre de trois athlètes haïtiens aux championnats du monde qui se sont déroulés au Japonet en Italie.

Avec le départ Kadhafi Saphir, le Kyokushin perd un grand maître. Le Ministre en son nom et en celui du Ministère « salue son obsession de l'excellence, de la discipline et sa détermination à mettre son talent, ses aptitudes au service de son pays [...] le Ministre D'Mezard, s'incline devant la dépouille de cet exceptionnel serviteur de la Patrie, cet émérite technicien et présente ses sincères condoléances à sa famille, à ses proches, à la grande famille du Kyokushinkai et souhaite que des hommages dignes lui soit rendus pour sa grande contribution aux efforts de développement du sport et les services rendus à la Nation. »

GUADELOUPE :

Grève des agents de sûreté CGTG à l'aéroport "Guadeloupe - Pôle Caraïbes"

Par Nadine Fadel 6/09/2020 - 12h09, mis à jour le 06/09/2020 - 12h22 <https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/greve-des-agents-de-surete-cgtg-de-l-aeroport-guadeloupe-pole-caraibes-868368.html>

La plupart des revendications des agents de sûreté de la société ASG ne date pas d'hier. Un préavis avait déjà été déposé en février 2020 et, avec la crise sanitaire, d'autres points de crispation ont vu le jour. Les responsables de l'entreprise affirment être dans le rouge.

Très tôt, ce dimanche 06 septembre 2020, les agents de sûreté, affiliés à la CGTG, qui officient à l'aéroport "Guadeloupe - Pôle Caraïbes", ont installé leur piquet de grève, devant l'une des entrées principales du site.

Une grogne couvée de longue date.

Ce mouvement social est motivé par plusieurs revendications, dont certaines avaient été portées à la connaissance de la direction de leur entreprise, Antilles Sûreté Guadeloupe (ASG), dès le mois de février 2020, via un préavis de grève.

Il était déjà question, à l'époque, des conditions de travail, de l'octroi des primes aéroportuaires aux agents intérimaires embauchés en CDI, ou encore de la revalorisation de la classification de certains membres du personnel.

Et la Covid-19 a envenimé la situation. Durant la crise sanitaire, au nom de la continuité territoriale, les agents grévistes affirment avoir poursuivi leurs activités aéroportuaires. Malgré le chômage partiel collectif, ils ont été amenés à se rendre sur leur lieu de travail.

« Tout le personnel était en activité partielle, mais le personnel n'était pas soumis au chômage partiel. C'est ce que l'on appelle le chômage partiel collectif. Donc, la majorité des personnels, à l'exception de ceux qui étaient en garde d'enfant(s), ou en arrêt maladie, a travaillé, même s'il n'y avait pas beaucoup d'activité. » Ismar FOGGEA, délégué syndical CGTG et membre élu du CSE de la société ASG.

Dans ce contexte, les salaires ont été amputés, à hauteur des heures non effectuées. Les salariés ont donc subi, de plein fouet, les conséquences de la situation de pandémie. Ils n'ont touché que 84% de

leur rémunération habituelle ; ce qu'ils ont accepté, de prime abord.

Seulement voilà, alors que l'activité aéroportuaire est revenue à un niveau jugé correct, durant la période des grandes vacances scolaires, les salaires ont subi d'autres retenues, que les agents ne comprennent pas. Leurs questions, à ce sujet, sont restées sans réponse, de la part de la direction de l'entreprise. C'est la goutte d'eau qui a fait débordé le vase et poussé les agents CGTG d'ASG à mettre leur menace de grève à exécution.

Des personnels mobilisés qui réclament aussi une prime Covid, alors que la planification et l'organisation du travail ont été impactées par les conditions sanitaires. Dans le cadre de leurs fonctions, ils ont craint d'être exposés au virus, notamment au moment du transfert des croisiéristes, via l'aéroport.

Une entreprise et un secteur dans le rouge, selon la direction.

Comme les agents de sûreté grévistes, la direction de l'entreprise ASG se dit ouverte au dialogue. C'est ainsi qu'une rencontre s'est tenue, jeudi 3 septembre 2020, avec une délégation du syndicat CGTG.

« La discussion ne s'est pas amorcée. On a été invectivés, menacés. Enfin, il y a eu de l'outrance, de la part de quelqu'un extérieur à l'entreprise : le secrétaire général de la CGTG, Jean-Marie Normertin. » Jean-Luc Lubin, directeur régional de l'entreprise ASG, au sein du groupe "Pierre-Marie Joseph".

La direction réagit surtout à l'impossibilité, pour elle, de verser une prime Covid. Celle-ci est réclamée depuis avril, soit au plus fort de la crise sanitaire. « Nous ne sommes pas opposés à verser une prime Covid. On se donne le temps de voir comment évolue l'activité, jusqu'à la fin de l'année, pour savoir comment sera la tendance. Mais, dans tous les cas, au moment où l'on parle, comme au moment où la prime nous a été demandée la première fois, nous n'avons pas les moyens économiques de donner cette prime. » Jean-Luc Lubin, directeur régional de l'entreprise ASG, au sein du groupe "Pierre-Marie Joseph".

Selon le directeur régional d'ASG, le domaine de la sûreté aéroportuaire, soit une vingtaine d'entreprises au national, mène actuellement une négociation, avec l'ensemble des organisations syndicales de salariés. Tous se sont accordés, nous explique-t-il, pour dire que les moyens actuels des sociétés ne permettent pas d'envisager le versement d'une prime Covid ; d'autant plus que le domaine de la sûreté aéroportuaire n'a pas été inclus parmi ceux bénéficiant d'aides et du chômage partiel amélioré, contrairement au secteur du tourisme.

Impossible, par ailleurs, de maintenir les salaires dans leur intégralité, alors que les recettes d'ASG ont considérablement diminué. Si la société facturait à l'aéroport 12000 heures, en temps normal, cette prestation a atteint les 1600 heures au plus fort de la crise, puis près de 6000 heures, en moyenne. Le mois d'août, qui a connu un regain d'activité, représenterait 60% des chiffres de 2019, selon la direction du prestataire de "Guadeloupe - Pôle Caraïbes".

Des experts ont été sollicités, par ASG, pour faire des projections d'activité, d'ici la fin de l'année 2020, puis pour 2021. Les chiffres émanant des compagnies aériennes ne sont guère encourageants. La direction conçoit que les salariés ne sont pas responsables de la situation. Elle dit vouloir maintenir l'emploi et l'activité. Voilà entreprise et salariés confrontés à une même dure réalité : la baisse du chiffre d'affaire. Une invitation sera envoyée aux grévistes, en début de semaine prochaine, pour une rencontre, autour des projections de l'entreprise ASG, pour les mois à venir.

MARTINIQUE :

Les Marins-pêcheurs de Martinique ont du mal à s'approvisionner en glace

Par Jean-claude Samyde - Aurelie Treuil 05/09/2020 - 09h02

<https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/les-marins-pecheurs-sont-inquiets-a-cause-de-la-penurie-de-glace-868092.html>

Toute la filière du monde de la pêche en Martinique est en difficulté. À Case-Pilote, au Carbet, la profession a du mal à s'approvisionner en glace. C'est un élément essentiel pour partir plusieurs jours en mer et pour assurer la conservation du poisson. La machine à glace du port de Case-Pilote

est en panne depuis trois semaines. Au Carbet, les marins-pêcheurs vivent la même situation depuis plus de 3 mois.

De la côte Atlantique à la côte Caraïbe, les ports de pêche de la Martinique subissent régulièrement des pannes de leurs machines à glace. L'activité tourne au ralenti. C'est une catastrophe économique pour ceux qui partent de nombreux jours en mer. La glace est essentielle pour la conservation du poisson. Toute la filière est concernée par ce problème.

En février, les professionnels de Case-Pilote avaient pourtant obtenu de la CTM (Collectivité Territoriale de Martinique) qu'un appel d'offre soit passé afin qu'un exploitant unique assure la maintenance des machines. Le comité régional des pêches s'est engagé à assurer la gestion transitoire jusqu'au résultat de l'appel d'offre du 25 juillet dernier. La procédure suit son cours normal selon Louis Boutrin en charge des métiers de la mer à la CTM. Les pêcheurs devront encore faire preuve de patience.

BURUNDI :

Distribution du matériel scolaire en commune KANYOSHA, BUJUMBURA

<https://burundi-agnews.org/news/burundi-distribution-du-materiel-scolaire-en-commune-kanyosha-bujumbura/>

SOCIETE CIVILE – BUJUMBURA (Commune KANYOSHA), Jeudi 3 septembre 2020 – Mme NTAHOMVUKIYE Geneviève, Administratrice (Administratrice) de la Commune KANYOSHA, a participé à une activité organisée par la société civile dynamique de sa commune.

Il s'agissait de la campagne KORAKO visant à aider des jeunes et des parents pour la rentrée scolaire 2020-2021. Distribuer du matériel scolaire à 160 enfants vulnérables ciblés avec l'aide des services de l'administration communale.

Mme NTAHOMVUKIYE a félicité l'initiative. Elle s'est dite heureuse d'avoir une société civile locale adjuvante de la Politique Socio-économique des Burundi.

Les citoyens de MUKIKE encouragés à développer leur commune

<https://burundi-agnews.org/news/burundi-les-citoyens-de-mukike-encourages-a-faire-des-tdc/>

SOCIO-ECONOMIQUE, PARLEMENT – BUJUMBURA, Jeudi 3 Septembre 2020 – Hon. SINZOHAGERA Emmanuel, Président du Sénat du Burundi, était en visite en Commune MUKIKE. Accueilli par l'Hon. MANIRAKIZA Frédéric, Administrateur de la Commune MUKIKE.

Il a rencontré les élus locaux, ainsi que les chefs de services déconcentrés. Objectif échanger sur la Politique Socio-Economique au niveau de la commune.

Hon. SINZOHAGERA a encouragé les citoyens de MUKIKE à réaliser des Travaux de Développement Socio-économique.

Les BARANYANKA n'ont pas assassiné Feu RWAGASORE

<https://burundi-agnews.org/hima/burundi-les-baranyanka-nont-pas-assassine-feu-rwagasore/>
04/09/2020

Les BELGES M. Ludo de WITTE et M. Guy POPPE ont déjà donné, à travers leurs livres, la dimension géopolitique de cet homicide effectué le vendredi 13 octobre 1961.

Oui, le Grec Jean KAGEORGIS a assassiné le Premier Ministre burundais Feu RWAGASORE. Lors de cet assassinat, le BURUNDI était sous Protectorat Belge. La responsabilité de la BELGIQUE est engagée. Ainsi ce qui apparaît à travers les écrits de ces 2 citoyens BELGES, la BELGIQUE, guidée depuis les USA, ont ordonné ce meurtre. N'oublions jamais qu'au CONGO voisin, 9 mois plus tôt de la même année, FEU LUMUMBA avaient lui aussi succomber à un assassinat, dicté par la BELGIQUE et les USA.

Compte tenu de ces informations contenus dans les ouvrages de ces 2 citoyens BELGES, grâce aux nouveaux éléments, l'Etat du BURUNDI peut ré-ouvrir sa procédure judiciaire contre la BELGIQUE. D'abord, la COLONISATION est une CRIME CONTRE L'HUMANITE. Puis, le BURUNDI s'est vu assassiner SON PREMIER MINISTRE, Feu RWAGASORE, pendant que le BURUNDI était sous protectorat ONUSIENNE de la BELGIQUE. Une procédure judiciaire d'ETAT contre un autre ETAT doit être ouvert.

Mais du côté Burundais ou des soutiens Burundais, qu'en était il, concernant ce meurtre ?

Aujourd'hui, nous savons que Feu RWAGASORE a été assassiné avec la complicité du RESEAU HIMA de M. NTIRUHWAMA Jean. Les enfants de FEU BARANYANKA Pierre n'étaient pas

impliqués dans ce meurtre. Bref on a pendu les mauvaises personnes. Injustice aidant jusqu'à nos jours, bons nombres de BARUNDI traitent les BARANYANKA de "ABAMENJA" (Traîtres). Tout comme pendant longtemps, sous la DICTATURE DES BAHIMA BURUNDAIS (MICOMBERO, BAGAZA, BUYOYA) et ses 4,5 Millions de victimes BARUNDI sur une population de plus de 9 Millions de BARUNDI, on a traité ces millions de victimes du GENOCIDE REGICIDE de "ABAMENJA".

Non ! Les fils de Feu BARANYANKA Pierre n'étaient pas des BAMENJA. Mais bien des victimes du projet, consistant à mettre fin au ROYAUME MILLENAIRE AFRICAIN DU BURUNDI – INGOMA Y'UBURUNDI – . Leurs torts à eux, les BARANYANKA, étaient qu'ils étaient des BAGANWA. C'est à dire, de part leurs ANCÊTRES, des acteurs au sommet d'INGOMA Y'UBURUNDI. A cette époque, la géopolitique du BURUNDI , instruite par le VATICAN, avait tissé à l'égard des BARANYANKA, une stratégie : celle du CONFLIT entre "BATARE et BEZI". Tel un outil géostratégique, – LE CONFLIT BATARE / BEZI fut utiliser pour détruire LE ROYAUME DU BURUNDI et instaurer UNE REPUBLIQUE (une dictature militaire). Pour arriver à cet objectif, la BELGIQUE va mettre en avant LE RESEAU HIMA de M.

NTIRUHWAMA Jean pour instrumenter ce – CONFLIT BATARE / BEZI -. Cet accord entre les BAHIMA et la BELGIQUE (+ LE VATICAN, USA, FRANCE) on l'a vu encore s'opérer, en 1972, en 1993, et en 2015. Mais cette fois sous le prisme GEOPOLITIQUE du CONFLIT HUTU / TUTSI . Le BURUNDI doit dénoncer cet accord encore en vigueur.

Les HIMA ou BAHIMA BARUNDI ...

Or, dans la tradition des BARUNDI, celle de l'UBUNTU, les HIMA ou BAHIMA doivent être tenus à l'écart du POUVOIR. Le MUHIMA, enfant des BARUNDI, est interdit de GUIDER. Il ne peut ni GERER, ni DIRIGER. Mais le MUHIMA est un acteur clé notamment dans la RÉGULATION du pays. Les interdictions qui sont dues aux BAHIMA chez les BARUNDI sont du fait que ces derniers sont porteurs d'un cœur rempli de VICES. Ce qui est TOTALEMENT incompatible avec UNE GESTION JUSTE DE LA PLANIFICATION ou DIRIGER / HARMONISER LA PLANIFICATION DES BARUNDI.

C'est cette loi de l'UBUNTU qui permet de préserver LA VIE DE TOUTE LA COMMUNAUTE, du GROUPE, donc TOUS LES BARUNDI-. Les HIMA doivent être éloignés du POUVOIR pour la sécurité du GROUPE ou des BARUNDI. Cela, la BELGIQUE, de part le VATICAN, le savait TRES BIEN !

Des écarts à cette tradition de l'UBUNTU dans l'HISTOIRE DU BURUNDI ont coûté la vie à de nombreux BARUNDI.

Par exemples, au 15ème siècle, le HIMA RUHINDA, venu du KARAGWE voisin, qui tenta d'installer son TAMBOUR au BURUNDI – INGOMA YA RUHINDA -. Pour L'HARMONIE ET LA SECURITE DES BARUNDI, Feu NTARE RUTSHATSI a mené une GUERRE DE 10 ans pour le déloger. Il s'agissait de faire respecter cette règle de l'UBUNTU.

Ou encore, plus récemment, avec la DICTATURE DES BAHIMA BURUNDAIS instaurée de 1965-66 à 2003 citée plus haut, la GUERRE CIVILE BURUNDAISE DE 1993 à 2003 a permis d'y mettre fin. En écartant les HIMA ou BAHIMA du pouvoir des BARUNDI.

Il s'agit d'une règle permettant le VIVRE ENSEMBLE chez les BARUNDI. Voilà pourquoi, à cette époque et jusqu'aujourd'hui, les HIMA ou BAHIMA, fiers d'être les filles et fils des BARUNDI, demeurent les soutiens indéfectibles des ENNEMIES DES BARUNDI.

Retournons à travers l'HISTOIRE pour y voir plus claire ...

Au 19ème siècle, le COUP D'ETAT de la reine mère NZIRAMIBANGO (UMURYANGO des BENEGWE), organisé à la mort de son époux Feu NTARE RUGAMBA, explique le conflit entre "BATARE et BEZI".

Au SOMMET des alliances locales entre BARUNDI, il existe l'ALLIANCE des ALLIANCES DES BARUNDI, entre les IMIRYANGO majoritaires au BURUNDI. Elle était constituée entre les IMIRYANGO des – BAHANZA, BAJIJI, et BASHUBI. Cette ALLIANCE était appelée BAGANWA. C'est elle qui a donnée –LA DYSNATIE DES BAGANWA-.

Dès lors, elle est codifiée avec des lois qui sont des règles ou des arrangements sociaux. C'est à dire

équivalent d'une CONSTITUTION DES BARUNDI ou d'UN CODE ESOTERIQUE. Entre autre, c'est le GRAND MAÎTRE de la Confrérie des ABAHANUZI (ABAPFUMU), une INSTITUTION CONFIDENTE au service du MWAMI, qui fait respecter les lois de cette CONSTITUTION. A cette époque, Feu NDWANO est le Grand Maître MUHANUZI d'INGOMA Y'UBURUNDI (cfr. DYNASTIE DES BAHANUZI – <https://www.youtube.com/watch?v=F2cXusjsjGA>). La REINE NZIRAMIBANGO, manipulant ses enfants Feu BIRORI, Feu RWASHA, Feu BIHONZI (des fils de FEU NTARE RUGAMBA) avait trahit CETTE CONSTITUTION DES BARUNDI. Selon cette loi, le MWAMI doit provenir d'UMURYANGO DES BAHANZA. Ainsi, le MWAMI peut épouser des FEMMES de divers IMIRYANGO, notamment après de nouvelles conquêtes territoriales ou nouvelles alliances. Mais, LA REGLE veut que l'enfant qui devient MWAMI doit provenir des enfants d'une même FRATRIE issue de l'épouse REINE qui est une MUHANZAKAZI. En plus, cette enfant doit être le benjamin de cette même FRATRIE et en bonne santé.

A la mort de Feu NTARE RUGAMBA, Feu SENYARUTOKE avait été désigné par la loi. Il va être assassiné par les BENEGWE du RESEAU DE LA REINE NZIRAMIBANGO. Les BENEGWE vont mettre en avant Feu GISONGA, soit Feu MWEZI GISABO. Qui était le fils de Feu INAMILIMO alias VIANO, nièce de Feu NZIRAMIBANGO. Puis, une autre REINE, épouse de FEU NTARE RUGAMBA, dont le MURYANGO est celui des BANYAGISAKA, va elle aussi mettre en avant son ENFANT – Feu TWAREREYE. Elle sera épaulée par les BANYAGISAKA et jusqu'au bout elle va y croire. Mais au finale, Feu BIRORI et Feu RWASHA (le Réseau des BENEGWE) , profitant de la mort du vieux Feu NDWANO, vont réussir à écarter leur frère, fils aîné de Feu NTARE RUGAMBA, Feu NDIVYARIYE, REGENT après la mort de leur père, ainsi que – Feu TWAREREYE.

Au début du règne de Feu GISONGA MWEZI GISABO , les BENEGWE étaient au sommet de l'ETAT -INGOMA Y'UBURUNDI-. Ils prenaient toujours en compte la CONSTITUTION DES BARUNDI. Feu NDANDI, le MUHANUZI qui avait remplacé Feu NDWANO, était sollicité par Feu MWEZI GISABO. L'ordre social des BARUNDI avait été retrouvé. Sauf, nous le verrons plus tard, la question d' UMURYANGO DE LA MERE donnant le MWAMI...

Les problèmes vont venir lorsque Feu GISONGA MWEZI GISABO va avoir des ENFANTS ADULTES. Feu MWEZI GISABO va donner à ses fils (des BEZI = nom de groupe donné aux enfants d'un MWAMI porteur du nom MWEZI) Feu NTARUGERA , Feu RUGEMA, (etc.) des territoires de ses ONCLES et TANTES, qui sont les enfants de Feu NTARE RUGAMBA (les BATARE = nom de groupe donné aux enfants d'un MWAMI porteur du nom NTARE). Ce poids familial sur les épaules Feu MWEZI GISABO était posé par le RESEAU d'UMURYANGO DES BANYAKARAMA. La reine mère Feu MUSANIWABO était d'UMURYANGO des BANYAKARAMA -MFYUFYU -. Elle avait pris une place très importante dans le coeur du MWAMI. Les BANYAKARAMA étaient originaires du KARAGWE.

Au KARAGWE, à cette époque, aidés par le chamboulement causé par les RAZZIA NÉGRIÈRES (L'ESCLAVAGE), les HIMA ou BAHIMA y régnaient en maître. Ainsi on y avait pris l'habitude de préciser, dans le cadre de l'UBUNTU, pour les IMIRYANGO qui cohabitaient chez les BAHIMA, notamment, en y ajoutant un qualificatif comme – MFYUFYU -. Cela permettait de savoir qu'il s'agissait d'un GROUPE, porteur de VERTUS et non porteur de VICIES. Les BANYAKARAMA-MFYUFYU- étaient un bon groupe, soit de – bons – BANYAKARAMA". Ainsi les BANYAKARAMA-MFYUFYU- pensaient que leur heure était venue de régner sur le BURUNDI. Là c'était le début de ce que les COLONS vont appeler plus tard pour un objectif de STAGEGIE GEOPOLITIQUE – LE CONFLIT BATARE BEZI – . En réalité, on remarque qu'il s'agissait d'avantage d' UN CONFLIT OUVERT entre les IMIRYANGO BENEGWE et BANYAKARAMA. Mais toutefois rien d'ANORMAL pour un ROYAUME MILLENAIRE tel INGOMA Y'UBURUNDI. Car tout cela demeurerait encadrée institutionnellement par l'ALLIANCE portait par LES BAGANWA. Celle du pacte entre les BAHANZA-BAJJI-BASHUBI, IMIRYANGO majoritaires chez les BARUNDI.

L'avènement au pouvoir de Feu MWEZI GISABO avait permis à de nombreux

BANAYAKARAMA -MFYUFYU -d'acquérir le statut de TUTSI

[<http://burundi-agnews.org/tutsi>]. Tout comme, sous Feu NTARE RUGAMBA, pour les BENEGWE. Qui, eux, venaient du royaume du BUNGWE, conquis par un arrangement entre les BARUNDI et les BANYARWANDA. Leur intégration dans INGOMA Y'UBURUNDI avait atteint leur apogée sous Feu NTARE RUGAMBA.

Les BAGANWA ...

Une des forces millénaires d'INGOMA Y'UBURUNDI était signifiée par les BAGANWA. Le MUGANWA était l'enfant d'un MWAMI. Il s'agissait d'un TITRE et d'une FONCTION éphémère ! Le MUGANWA n'avait pas d'UMIRYANGO. Cela déroutait les IMIRYANGO où étaient originaires les REINES MERES qui souvent étaient portés par des intrigues interminables pour violer LES REGLES DE SUCCESSIONS à la mort du MWAMI. Cette réalité du MUGANWA ou des BAGANWA étaient forgés par leur EDUCATION particulière.

Chez les BARUNDI, les BAGANWA étaient éduqués au regard de l'UBUNTU. Leur EDUCATION était donnée par les BAPFUMU [<http://burundi-agnews.org/bapfumu/>]. C'est à dire rien que par les Grands Maîtres : BASHINGANTAHE, BAHUTU, BISHEGU, BAHANUZI, BAHIMA, et BATWA. Les jeunes BAGANWA BARUNDI adultes étaient de GRANDS SAVANTS. A côté des autres grands métiers d'INGOMA Y'UBURUNDI, on apprenait aussi aux BAGANWA, si ils en avaient les aptitudes, à être de bons GUERRIERS. A l'issue de ce cycle de formation, le MUGANWA maîtrisait un ou plusieurs MÉTIERS et avait appris comment être SAGE et VIVRE HARMONIEUSEMENT AVEC LE DESORDRE OU LE DANGER PERMANENT.

Le contact avec tous ces BAPFUMU apprenait aux BAGANWA à mieux connaître et aimer tous les IMIRYANGO des BARUNDI.

La prise du pouvoir d'INGOMA Y'UBURUNDI par les BANYAKARAMA

Les COLONISATIONS ALLEMANDE ET BELGE vont accentuer la prise de pouvoir DES BANYAKARAMA. Notamment avec LE COUP D'ETAT de la REINE MERE (une des épouses de FEU GISONGA) FEU RURIKUMUTIMA (MUNYAKARAMAKAZI), aidée de Feu NTARUGERA, fils aîné de Feu MWEZI GISABO (BEZI). A la mort de Feu GISONGA, ces derniers vont assurer la régence (MUGABE) de Feu MUTAGA MBIKIJE. Avec le choix de Feu MBIKIJE, comme son successeur, au pouvoir, Feu MWEZI GISABO avait, disait-on, voulu corriger les tares du COUP D'ETAT DE NZIRAMIBANGO qui avait un peu bouleversé l'HARMONIE du BURUNDI, INGOMA Y'UBURUNDI.

Mais Feu MUTAGA MBIKIJE va mourir assez vite. Ainsi que sa mère Feu NGEZAHAYO, dont son UMURYANGO était celui des ABAVUBIKIRO, des descendants de Feu NTARE RUTSHATSI. Chez les BARUNDI, les IMIRYANGO des ABAKUNDO, ABARUMA, ABAVUNA, et ABAVUBIKIRO appartiennent aux descendants de Feu NTARE RUTSHATSI. On les connaît très proches des IMIRYANGO des BAHANZA-BAJJI-BASHUBI.

On disait que Feu NGEZAHAYO était morte suite aux intrigues du réseau des BANYAKARAMA. Porté par FEU RURIKUMUTIMA et ses FILS (Feu NDUWUMWE, Feu KARABONA, Feu BISHINGA, Feu BANGURA et feu NGANGUZI) et FEU NTARUGERA .

Une fois Feu MUTAGA MBIKIJE disparut, l'UMURYANGO des BANYAKARAMA va pouvoir à nouveau continuer à GUIDER LE BURUNDI au sommet. Ces derniers vont faire introniser, par COUP D'ETAT, le fils de Feu KARABONA (fils RURIKUMUTIMA), comme MWAMBUTSA. Et cela en dépit de LA MISE EN GARDE des ABAPFUMU (dont du MUHANUZI) qui en appelaient au RESPECT DE LA CONSTITUTION. De la sorte, ce réseau des BANYAKARAMA va se mettre à dos les BAHANZA, les BAJJI, et les BASHUBI, qui sont les gardiens de l'ALLIANCE DES BAGANWA.

Ajouter que les BENEGWE, dont les BATARE (enfant de Feu NTARE RUGAMBA), nourrissaient encore une GUERRE LARVEE contre les BANYAKARAMA.

Bref, dans cette ambiance, les BANYAKARAMA, avec Feu MWAMBUTSA BANGIRICENGE, vont tenter de se maintenir au pouvoir, désormais, dans un BURUNDI COLONIAL.

Et les BARANYANKA dans tous cela ?

Feu BARANYANKA Pierre était né en 1890 à BURURI. A cette époque, INGOMA Y'UBURUNDI

était encore un pays infranchissable par les COLONS. Ces derniers préféraient le contourner. Car ils étaient informés des déboires qu’avaient vécus les ARABES et les ZULU en essayant d’y pénétrer. La petite enfance de ce dernier n’avait pas été très commode :

– D’une part, elle avait eu lieu au moment où sévissait une famine due à la crise de la région vivrière du l’IMBO. Qui avait duré de 1889 à 1896.

– Secondo, son père Feu SERUVAGA était le fils de MUDARI, enfant de BIRORI (BATARE). Les BATARE, comme les BENEGWE, étaient entrain de perdre le pouvoir qui entraînait dans les mains des BANYAKARAMA et des BEZI (Fils de Feu MWEZI GISABO).

Ainsi, son enfance n’a pas été facile. Heureusement pour lui, son père Feu SERUVAGA disposait d’une enclave administrative à GITEGA. Ce lieu lui permit à l’arrivée des COLONS

ALLEMANDS (1896) d’être en contact avec ces derniers. En plus, les COLONS ALLEMANDS avaient considérés LA MONARCHIE BURUNDAISE au regard des MONARCHIES

EUROPEENNES. Du jour au lendemain, les BARUNDI qui avaient un ANCÊTRE ROI (MWAMI) devenaient automatiquement MUGANWA. D’où, Feu BARANYANKA Pierre, contrairement à son père Feu SERUVAGA et son grand père Feu MUDARI, mais comme son arrière grand père Feu BIRORI, venaient d’acquérir le titre de MUGANWA à vie.

En 1913, les ALLEMANDS voulaient instruire les BAGANWA. Il fallait que ces derniers

deviennent leurs intermédiaires. Les BEZI, pour leurs enfants BAGANWA, ne voulaient pas en entendre parler. C’était un sacrilège pour le BURUNDI que de se faire instruire par des étrangers.

Car, comme vu plus haut, l’EDUCATION DES BAGANWA chez les BARUNDI était une

INSTITUTION. En plus, c’était un moment important de socialisation. Leur éducation était sans

pareil. Les BAGANWA y bénéficiaient de la science des sciences -L’UBUNTU-, avec les meilleurs

BAPFUMU.

Toutefois les ALLEMANDS vont forcer les choses malgré de nombreux récalcitrants... Par

exemple, chez les BEZI, Feu MBONEKO Joseph , fils de Feu RUGEMA et petit-fils de Feu

MWEZI GISABO, fut forcé d’aller à l’Ecole Allemande (Feu MBONEKO était le Grand-Père de

M. RUGEMA RWIGEMERA Ildephonse qui s’était porté candidat aux élections présidentielles de

Mai 2020 au Burundi. Sa proposition au peuple Barundi était la restauration par voie référendaire de

la Monarchie – INGOMA Y’UBURUNDI-) . Sans qu’il ait vraiment le choix, Feu

BARANYANKA Pierre, à 13 ans, lui aussi, les ALLEMANDS obligèrent sa famille à l’envoyer à

l’Ecole Allemande. Là les BAGANWA vont y subir de modestes formations. Ils vont y apprendre le

KISWAHILI et l’ALLEMAND. Tous les BAGANWA Barundi et les BARUNDI en général, qui

avaient été instruits par les ALLEMANDS, étaient détestés par les autres BARUNDI. C’était la

HONTE. Feu BARANYANKA Pierre, par ailleurs, disait-on (pour sourire), c’est à ce moment où

il avait acquis ce nom de “BARANYANKA”. Feu MBONEKO (BEZI) et Feu BARANYANKA

(BATARE) étaient de très grands amis .

Le jeune Feu BARANYANKA a participé à la 1ère guerre mondiale aux côtés des Allemands. Ce

sera un moment de stress pour Feu BARANYANKA Pierre, surtout avec la défaite des

ALLEMANDS.

Après 1918, avec de la chance, le BURUNDI devenu un protectorat de la BELGIQUE, les choses

ne vont pas réellement changer pour lui. Au delà du fait que les BELGES l’avaient obligé à se

convertir au Catholicisme, devenant “PIERRE” ou “PETERO”, il était toujours MUGANWA. Il

avait réintégré sa chefferie de GITEGA. Ses connaissances linguistiques

KISWAHILI/ALLEMAND allaient être ses atouts avec la régence Belge du Burundi. Feu

BARANYANKA Pierre devint un intermédiaire précieux.

En 1921, Feu BARANYANKA Pierre devint administrateur de NKIKO MUGAMBA. Feu

BARANYANKA Pierre était introduit par les BELGES aux grands Conseils de la monarchie du

Burundi. Il était au Conseil de Régence du Burundi, Conseil du MWAMI, et au Conseil Supérieur

du pays, aux côtés des BEZI (Feu NDUWUMWE, KARABONA, et BISHINGA) pendant la

minorité de Feu MWAMBUTSA BANGIRICENGE. Toutefois, son poids politique ne pesait pas

lourd dans les décisions. Car, comme vu plus haut, les BEZI et les BANYAKARAMA, pendant

cette période, demeuraient les vrais Patrons du Burundi, avec les COLONS.

Les réformes administratives BELGES entre 1925 et 1934 vont faire des BAGANWA, des administrateurs ou des gestionnaires de territoire. Ce que ne sont pas les BAGANWA BARUNDI. La tâche revient normalement aux TUTSI ou BATUSI BARUNDI. A cause de la FORMATION FORCEE DES ALLEMANDS AUX BAGANWA en 1913, de très nombreux BAGANWA ont été recalés à cette nouvelle fonction attribuée. Les BELGES avaient entre 1920 et 1926 exterminés la quasi totalité des BAPFUMU BARUNDI. Qui, traditionnellement, aidaient le MWAMI (et les BAGANWA) à réguler HARMONIEUSEMENT LA PLANIFICATION (L'ensemble de toutes les politiques des Barundi).

Venait alors la colère chez les HUTU ou BAHUTU BARUNDI... Car le système d'exploitation coloniale mis en place par la BELGIQUE était totalement injuste. La redistribution juste et harmonieuse de l'ancien système d'INGOMA Y'UBURUNDI n'existait plus ! Les HUTU ou BAHUTU mouraient de faim. Cela s'empirait avec les périodes de famines. Pour les BAHUTU, les BATUTSI, et ce qui restait des BAPFUMU BARUNDI, les responsables étaient le MWAMI, les BAGANWA, et les BELGES. C'était la naissance d'un CONFLIT IMPORTANT AU BURUNDI : Le CONFLIT GEOPOLITIQUE AVEC LE POUVOIR COLONIAL. Il faut souligner que la BELGIQUE avait été réprimandée à ce sujet par la SOCIETE DES NATIONS. L'image des BAGANWA, dont de Feu BARANYANKA Pierre, était au plus bas. La classe politique BARUNDI était très haïe par les BARUNDI. Mais, adulée par le COLON.

Voilà le sentiment avec lequel on arrive vers les années 1950. Le MWAMI, les BAGANWA et les COLONS ne sont pas aimés par les BARUNDI. Derrière les BAGANWA, le groupe dominant étaient celui des BANYAKARAMA. Les BANYAKARAMA qui, de part, leur origine au KARAGWE et leurs nombreuses ALLIANCES, étaient très proches des BAHIMA. Par ailleurs, à cette époque, les COLONS, notamment le VATICAN, pensaient que LES BAMI BARUNDI étaient issues du MURYANGO des BAHINDA (ABAHIMA), comme ceux du KARAGWE. Au niveau géopolitique, les USA et la RUSSIE venaient de gagner la 2ème guerre mondiale. Et ils voulaient leur part, parmi les Colonies qui appartenaient aux EUROPÉENS (France, Belgique, UK, Portugal, Italie et Espagne). Le binôme USA / RUSSIE vont lancer et soutenir financièrement les Indépendances !

Alors l'idée d'en finir avec INGOMA Y'UBURUNDI (LE ROYAUME DU BURUNDI) qui était née dès l'arrivée de la BELGIQUE au BURUNDI en 1929, revenait au premier plan ... Le Résident Belge au CONGO en avait fait le premier la proposition. Mais le Résident Pierre RYCKMANS jugea en 1929 que la jeunesse du MWAMI MWAMBUTSA permettait sans aucune difficulté à la BELGIQUE de gouverner le BURUNDI.

A partir de 1955, M. Jean Paul HARROY, gouverneur colonial Belge du Ruanda-Urundi (Wallon tendance Libérale), faisait remarquer la très grande proximité demeurée entre les BAHIMA Barundi et LE VATICAN. Dans son ouvrage – Burundi 1955-1962 – , il évoque les liens intenses entre le chef de l'Église au Burundi Mgr Antoine GRAULS et M. NTIRUHWAMA Jean (HIMA).

[1]

Dès 1959, avec le décret intermédiaire du vendredi 25 décembre 1959, en totale infraction avec le statut du Burundi à l'ONU, la BELGIQUE montrait à ses associés USA, VATICAN + LES BAHIMA BURUNDAIS, et FRANCE, qu'elle avait décidé d'en finir avec INGOMA Y'UBURUNDI, soit le ROYAUME DU BURUNDI [1][2]. Feu MWAMBUTSA n'avait plus aucun pouvoir. L'administration territoriale traditionnelle venait tout bonnement d'être supprimée. Les BAGANWA Barundi étaient envoyés au CHOMAGE.

De plus, sous l'injonction de la BELGIQUE, une motion était signée le mercredi 31 août 1960 par 11 partis politiques burundais sur 13 au colloque de Bruxelles (Du 23 au 31 août 1960), ne laissant plus aucun doute. Cette motion écartait définitivement les BAGANWA de la vie politique burundaise. L'UPRONA de Feu RWAGASORE et le PDC de BIRORI étaient contre et ne l'avait pas signée. Mais la machine du démantèlement d'INGOMA Y'UBURUNDI était lancée et rien ne devait l'arrêter.

Géopolitiquement, le plan des BELGES (USA, VATICAN + LES BAHIMA BURUNDAIS, et FRANCE) étaient la fin d'INGOMA Y'UBURUNDI, en utilisant le Conflit BATARE / BEZI

A la question de savoir qui a assassiné Feu RWAGASORE , la réponse était déjà donnée ! Non ! Ce n'était pas les BARANYANKA ! D'un point de vue des rapports de forces présentes, on avait LA BELGIQUE (USA, VATICAN + LES BAHIMA, FRANCE) et LES BEZI dont les BANYAKARAMA soutenus par les BAHIMA.

Le plan des BELGES et des BAHIMA étaient la fin d' INGOMA Y'UBURUNDI. Toutefois, ce que ne partageait pas LES BAGANWA (dont les BEZI) et les BANYAKARAMA, qui avaient le contrôle d'INGOMA Y'UBURUNDI.

Pour combattre les BAGANWA (dont les BEZI) et les BANYAKARAMA, les comploteurs (BELGIQUE, VATICAN, HIMA, et FRANCE) avaient remis en avant le vieux CONFLIT ENTRE BATARE / BEZI -, en réalité entre BENEGWE / BANYAKARAMA. Les BAHIMA (contrôlés par NTIRUHWAMA), en faisant tuer Feu RWAGASORE (MUGANWA, soutenu par les BARUNDI, les BEZI et le réseau des BANYAKARAMA), et en accusant les BATARE du meurtre (c'est à dire les fils de Feu BARANYANKA Pierre), permettaient aux BANYAKARAMA aidés par la BELGIQUE, d'en finir et d'exterminer les BATARE dont le réseau des BENEGWE. Avec LE CONFLIT BENEGWE / BANYAKARAMA piloté par les BAHIMA, tous les BAGANWA vont être exterminés.

La cerise sur le gâteau de ce conflit orchestré par les BAHIMA a été les massacres de MURAMVYA en 1965. Les BAHUTU et les BATUTSI (dont des BENEGWE et des BANYAKARAMA) étaient massacrés. Les COMPLOTEURS profitaient alors pour mettre fin à la MONARCHIE.

Au regards de ce qui vient d'être dit, revenons sur le fil des événements :

Le mercredi 13 septembre 1961, le HIMA NTIRUHWAMA accuse à la radio les fils de Feu BARANYANKA Pierre, principalement Feu NTIDENDEREZA Jean et Feu BIRORI Joseph, d'avoir participer à un complot contre Feu RWAGASORE Louis (fils du MWAMI MWAMBUTSA BANGIRIGENCE) qui venait d'être assassiné.

Le mardi 15 Janvier 1963, 5 des enfants de Feu BARANYANKA Pierre sont pendus à GITEGA tous inculpés dans le procès de l'assassinant de Feu RWAGASORE : Feu NTIDENDEREZA Jean Baptiste ; Feu BIRORI Joseph ; Feu NTAKIYICA Jean-Baptiste ; Feu NTAKIYICA Henri, et Feu NAHIMANA Antoine.

Le mercredi 27 mai 1964, Feu KAMATARI Ignace, frère de Feu MWAMBUTSA, est assassiné. Sa mort est masquée par un accident de roulage par les forces de sécurité, encadrées par le réseau du HIMA NTIRUHWAMA.

Le vendredi 8 juillet 1966, le réseau du HIMA NTIRUHWAMA organise un coup d'État militaire. Feu NDIZEYE Charles, fils de Feu MWAMBUTSA BANGIRICENGE, régent depuis le jeudi 24 mars 1966, dépose son père et se proclame nouveau souverain sous le nom de NTARE V.

Le lundi 28 novembre 1966 – le réseau du HIMA NTIRUHWAMA fait accéder le HIMA MICOMBERO Michel au pouvoir. Ainsi ce réseau abolie la monarchie, en mettant fin au ROYAUME MILLENAIRE DES BARUNDI – INGOMA Y'UBURUNDI

Le samedi 29 avril 1972, le dictateur HIMA MICOMBERO Michel, du réseau du HIMA NTIRUHWAMA, assassine Feu NTARE V NDIZEYE Charles. Le REGICIDE du BURUNDI.

[1] Burundi : Le 28 Novembre 1966 – Fin du Royaume millénaire des Barundi – <https://burundi-agnews.org/globalisation-mondialisation/burundi-le-28-novembre-1966-fin-du-royaume-millenaire-des-barundi/>

[2] Burundi : Le 2ème Coup d'Etat Belge de 1959 a destitué Mwambutsa IV – <http://burundi-agnews.org/histoire/burundi-le-2eme-coup-detat-belge-de-1959-a-destitue-mwambutsa-iv/>

[3] Burundi : 1959 – Naissance des partis et de la Démocratie Occidentale – <https://burundi-agnews.org/histoire/burundi-1959-naissance-des-partis-et-de-la-democratie-occidentale/>

TANZANIA :

Tanzania's ruling party presidential candidate pledges to turn lakeside city into trading hub

http://www.xinhuanet.com/english/2020-09/08/c_139349964.htm

Xinhua, September 8, 2020

DAR ES SALAAM, Sept. 7 (Xinhua) -- Tanzania's presidential candidate for the ruling party Chama Cha Mapinduzi (CCM), John Magufuli, on Monday pledged to turn the country's northwestern lakeside Mwanza city into a trading hub for the Great Lakes Region if he is re-elected to the top office.

"If I am re-elected to serve the country for the next and final five years, I will make sure that Mwanza city becomes a trading hub for the Great Lakes Region," Magufuli told a campaign rally at the CCM Kirumba Stadium in Mwanza city, located on the shores of Lake Victoria.

Magufuli said during the past five years, his administration focused on improvement of transportation infrastructure and provision of social services, including water supply, health, education and electricity supply in the Mwanza city.

"During the past five years my administration also expanded the Mwanza airport to enable large aircraft from across the world to land in the airport," he told his supporters.

Magufuli said plans to turn Mwanza city into a trading hub for the Great Lakes Region included improvement of marine transport in Lake Victoria, the world's second largest freshwater lake, by buying new ships and renovating old ones.

Magufuli is running for the presidential race that has also attracted 14 candidates from opposition political parties toward the general elections to be held on Oct. 28.

According to the National Electoral Commission, about 29.2 million voters have registered to elect the president, members of parliament and councilors. Tanzania has a population of about 57 million. Enditem

RWANDA :

Kigali lance un appel à projets pour la gestion intelligente des déchets

<https://www.afrik21.africa/rwanda-kigali-lance-un-appel-a-projets-pour-la-gestion-intelligente-des-dechets/>

Par Jean Marie Takouleu- Publié le 6 septembre 2020 / Modifié le 6 septembre 2020

En prévision de la croissance de la population de la capitale rwandaise Kigali, les autorités veulent mettre en place un système intelligent de gestion des déchets. Le gouvernement rwandais recherche une entreprise pour mettre en place ce système d'ici le mois de décembre 2020.

Alors que la ville de Kigali connaît une croissance rapide de sa population, l'une des urgences pour le gouvernement rwandais est l'amélioration de la gestion des déchets, notamment dans la capitale. À Kigali, les autorités veulent mettre en place un système intelligent de gestion des déchets. Ainsi, dans le cadre d'un partenariat avec Smart Africa Secretariat, une organisation de l'Union africaine, le ministère rwandais des TIC (technologies de l'information et de la communication) et de l'Innovation recherche une entreprise pour mettre en place un système de gestion intelligente des déchets.

En accord avec la municipalité de Kigali, le gouvernement compte ainsi signer un contrat avec la société sélectionnée pour la mise en œuvre de sa solution de gestion intelligente des déchets d'ici le mois de décembre 2020. Le système dont la phase pilote coûtera 100 000 dollars permettra la collecte, le transport, le traitement, le recyclage et l'élimination des déchets.

Le projet pilote dans les marchés de Kigali

Concrètement, l'entreprise choisie par les autorités mettra en place des poubelles intelligentes dotées d'un système de surveillance en temps réel, qui utilisera des technologies de capteurs pour alerter les collecteurs sur les niveaux de remplissage des déchets. Le système fonctionnera également avec des caméras en circuit fermé et un système d'information géographique (SIG) pour la sécurité des installations de collecte des déchets.

Toutes les informations seront transmises sur un tableau de bord pour analyse et affichage. Les

déchets collectés sur le terrain seront ensuite transférés vers des centres de traitement alimentés à l'énergie solaire. Le projet pilote permettra l'installation des stations de collecte des déchets dans 10 marchés repartis entre les trois districts de la capitale rwandaise. Le prochain défi sera d'étendre le système aux ménages de la ville de Kigali.

Avec ce système, le gouvernement rwandais et Smart Africa Secretariat espèrent améliorer durablement la gestion des déchets à Kigali. Avec une population estimée à plus de 923 000 habitants en 2002, la ville accueille plus de 1,6 million de personnes actuellement. Cette population pourrait doubler au cours de cette troisième décennie du 21^e siècle. Pourtant, malgré les efforts déployés par les autorités rwandaises, seulement 36 % des citoyens sont desservis par des services de collecte des déchets, selon le rapport d'évaluation environnementale pour 2018.

La mise en place d'un système de gestion intelligente des déchets accompagne d'autres initiatives mises en œuvre par les autorités pour assainir le pays. Il y a de cela quelques mois, le gouvernement rwandais a par exemple décidé de doter chaque district d'un point de collecte des déchets électroniques.

RDC CONGO :

RDC : “ Congo n'est pas à vendre ” renforce les capacités des acteurs de la société civile pour la campagne de plaidoyer en faveur de la Cour des Comptes

<https://actualite.cd/2020/09/07/rdc-congo-nest-pas-vendre-renforce-les-capacites-des-acteurs-de-la-societe-civile-pour>

Par Jordan MAYENIKINI Lundi 7 septembre 2020 - 19:10

Economie :La Campagne le Congo n'est pas à vendre (CNPAV) a lancé, ce lundi 7 septembre à Kinshasa, l'atelier de renforcement des capacités des acteurs de la société civile devant prendre part à la campagne de plaidoyer en faveur de la Cour des Comptes.

Cette plateforme de la société civile enfonce le clou sur la loi organique N°18/024 du 13 novembre 2018 portant composition, organisation et fonctionnement de la Cour des Comptes, élaborée en vertu des articles 179 et 180 de la constitution en vigueur.

"La loi qui régit la Cour des Comptes en RDC, bien que innovante, elle n'est pas appliquée jusqu'à ce jour. Aucun règlement Intérieur n'a été élaboré, le Conseil Supérieur de la Cour des Comptes n'est pas mis en place etc. Le Règlement Intérieur est indispensable car il doit fixer le cadre organique de la Cour des Comptes, ceci conformément à l'article 12, alinéa 3 point 1 de la loi organique en vigueur ", relève le CNPAV.

Le CNPAV a recommandé au Chef de l'Etat, depuis le 27 juillet dernier de démarrer le processus de restauration de cette institution supérieure de Contrôle de Finances publiques de la RDC. Parmi les actions urgentes à mener, le CNPAV recommande : la mise en place du Conseil Supérieur de la Cour des Comptes ; la mise en place des formations de la Cour des Comptes ; l'élaboration du règlement intérieur du Conseil Supérieur de la Cour des Comptes ; la déconcentration de la Cour des Comptes, à travers toutes provinces pour travailler aux côtés des assemblées provinciales. C'est dans ce contexte que "la campagne le Congo n'est pas à vendre" décide d'organiser une campagne sous forme d'un plaidoyer en faveur de la Cour des Comptes. L'objectif général de ce plaidoyer est d'appuyer la Cour des Comptes dans le processus de l'application complète de la loi organique qui la régit.

Pour réussir un tel pari, le CNPAV compte appuyer ses membres ainsi que d'autres OSC ciblées pour participer à la campagne en organisant un atelier de renforcement des capacités des principaux acteurs du plaidoyer pour les familiariser avec la Cour des Comptes et tout son environnement du travail. Cela leur permettra de participer en connaissance de cause aux actions de plaidoyer tant auprès des autorités qu'auprès de la population.

Au terme de cet atelier de formation, il est attendu que chaque participant soit renforcé sur : - la loi relative aux finances publiques, la loi sur la passation des marchés publics, la loi organique sur la Cour des Comptes; - les différents contrôles et leurs importances : citoyen, juridictionnel, administratif, parlementaire et la reddition des comptes ; - la communication et le plaidoyer.

Plusieurs structures de la société évoluant dans différents domaines d'intervention, prennent part à ces assises. Il y a notamment les structures spécialisées dans la passation du marché dont GREM et IFORDI. Il y a aussi les principales structures de contrôle des Finances publiques (REJED, ODEP). Les structures de la lutte pour les droits humains ainsi que les mouvements citoyens Lutte pour le changement (Lucha) et Filimbi prennent également part.

UGANDA :

Uganda seeks to register online bloggers ahead of election

<https://wtop.com/africa/2020/09/uganda-seeks-to-register-online-bloggers-ahead-of-election/>

By The Associated Press September 8, 2020, 6:37 AM

KAMPALA, Uganda (AP) — Authorities in Uganda say bloggers and others publishing or broadcasting online must register with authorities, drawing criticism from some who see it as an attack on free speech ahead of next year's election.

The Uganda Communications Commission in a statement on Monday said bloggers and online news sites must seek the necessary authorization with it by Oct. 5.

A spokesman for the agency told The Associated Press on Tuesday that the directive was provoked in part by "an avalanche of people interested in opening online media."

"We know that if these tools are misused, they can lead to trouble," Ibrahim Bbosa said of social media.

With election campaigning effectively banned by orders aimed at stopping the spread of the coronavirus, Uganda's social media scene has become even more vibrant in recent months. The election pits a longtime president with a youthful opponent in a reflection of generation gap seen across much of Africa. About 17 million of Uganda's mostly youthful population of 41 million are active internet users, according to government figures.

Ugandan authorities in recent years have been accused of trying to suppress online activities, including by imposing a tax targeting social media users that has been in force since July 2018. The tax is charged daily to access all social media websites and apps.

Amnesty International has urged Ugandan authorities to scrap the unpopular tax, calling it "a clear attempt to undermine the right to freedom of expression" in this East African country.

Such a tax was first proposed by President Yoweri Museveni, who once complained about online gossip in a letter urging the finance minister to raise money "to cope with the consequences."

Museveni, who has held power since 1986, is up for re-election next year. He faces the youthful opposition lawmaker and singer known as Bobi Wine, who has urged the president to retire peacefully.

A government minister, a member of the ruling party, was criminally charged this week after a video of him grabbing a gun in an apparent fit of rage during local elections was shared many times on Twitter and elsewhere. And a ruling party lawmaker apologized this month after footage of him ordering the corporal punishment of a utility worker was published on social media.

Social media "affects autocratic tendencies," said Nicholas Sengoba, an independent analyst and columnist with the local Daily Monitor newspaper. "We are at a very vital and critical moment where it threatens the legitimacy of the government and even of the state."

While Uganda's government previously has shut down newspapers whose work it found offensive, social media has proved more challenging to control, he said.

The new registration order shows "repression of free expression is on steroids," Charles Onyango-Obbo, a former editor of newspapers in Uganda and Kenya, said on Twitter.

KENYA :

Le Kenya fusionne les services publics de ports, de chemins de fer et de pipelines

<https://www.agenceecofin.com/hydrocarbures/0809-79961-le-kenya-fusionne-les-services-publics-de-ports-de-chemins-de-fer-et-de-pipelines>

Par Romuald Ngueyap 08 septembre 2020

(Agence Ecofin) - Au Kenya, les services publics portuaires, ferroviaires et de pipelines seront désormais assurés par une seule entité paraétatique, la Kenya Transport and Logistics Network. Sa mise sur pied répond à un besoin d'optimisation et de compétitivité, visant à faire du pays un centre logistique majeur.

Le secteur du transport et de la logistique au Kenya est sur le point de connaître une transformation majeure avec l'intégration des services publics portuaires, ferroviaires et de pipelines, sous une seule entité paraétatique dénommée Kenya Transport and Logistics Network (KTLN). Ukur Yatani, le secrétaire d'Etat chargé du Trésor national et de la Planification, a signé ce jour l'accord-cadre pour l'opérationnalisation de la nouvelle entité.

Créée par décret présidentiel le 7 août 2020, la KTLN regroupera l'Autorité portuaire du Kenya (KPA), la Kenya Railways Corporation (KRC) et la Kenya Pipeline Company Limited (KPC). Elle est placée sous la coupole de la Société de développement industriel et commercial (ICDC), qui agira en tant que société holding pour les trois agences et sera responsable de la gestion des investissements de l'Etat.

Pour le président kenyan Uhuru Kenyatta (photo), « KTLN tirera profit de l'efficacité et des synergies des quatre agences d'Etat afin de réaliser le programme stratégique du Kenya visant à devenir un centre logistique régional ».

Sa mise sur pied devrait, par ailleurs, entraîner une réduction du coût des activités commerciales dans le pays grâce à la fourniture d'infrastructures portuaires, ferroviaires et pipelines d'une manière rentable et efficace.

Dans le même temps, les conseils d'administration des quatre agences publiques ont été transférés au Trésor national conformément aux recommandations du groupe de travail présidentiel sur les réformes parapubliques.

SOUTH SUDAN :

South Sudan's health minister praises Chinese medics for assistance

http://www.xinhuanet.com/english/2020-09/07/c_139349641.htm 2020-09-07 21:10:25

JUBA, Sept. 7 (Xinhua) -- The seventh batch of Chinese medical team in South Sudan on Sunday had left the country after completing a 17-month medical assistance mission in the east African country.

The Chinese medics were replaced by the eight batch which arrived in South Sudan about two weeks ago.

During their stay, the 15-member team, from China's Anhui Province, provided about 8,000 free medical consultations across South Sudan.

The medical team was joined in the trip back to China by another eight-member Chinese medical expert team returning from anti-virus missions in Guinea and South Sudan.

South Sudan's health minister Elizabeth Achuei Yol said the Chinese medics have been resourceful to the people of South Sudan.

"We are honored and happy for the great job the Chinese have done and continue to do in South Sudan. We are particularly proud of the skills the expert team passed to our medical staff," Achuei said during a joint farewell ceremony for the Chinese medical teams on Sunday.

"We will never forget the good things China has done for us especially during this COVID-19 pandemic. I want this relationship to be promoted for the future generations," she added.

Hua Ning, Chinese Ambassador to South Sudan, said China will continue to support South Sudan's quest to build a strong and resilient health care system.

"Good friends will always feel close even though they are thousands of miles away from each other. So, we are determined to push forward the relation between China and South Sudan," Hua said.

While in South Sudan, the two medical teams provided several training sessions to medical

students, health workers and also shared experience on the battle against the COVID-19 pandemic.
Enditem

SUDAN :

Sudan floods threaten ancient archaeological gem

<https://www.thejakartapost.com/life/2020/09/08/sudan-floods-threaten-ancient-archaeological-gem.html>

AGENCE FRANCE-PRESSE Khartoum, Sudan / Tue, September 8, 2020 / 10:07 pm Rising Nile floodwaters are threatening to swamp an ancient archaeological site in Sudan, after some of the highest ever recorded river levels, archaeologists said Monday. Teams have set up sandbag walls and are pumping out water to prevent damage at the ruins of Al-Bajrawiya, once a royal city of the two-millenia-old Meroitic empire, said Marc Maillot, head of the French Archaeological Unit in the Sudan Antiquities Service. "The floods had never affected the site before," Maillot said. The area includes the famous Meroe pyramids, a UNESCO World Heritage site. Farmers along the fertile banks of the Nile, the world's longest river, depend on its annual floods. But water levels have risen much further than usual this year. "The situation is currently under control, but if the level of the Nile continues to rise, the measures taken may not be sufficient," Maillot said, adding that the site is usually some 500 meters away from the river. Other ancient sites are also threatened along the Nile, according to Maillot. Sudanese authorities last week declared a three month national state of emergency after record breaking floods that have killed at least 99 people. Officials said they had recorded the highest waters on the Blue Nile -- which joins the White Nile in the Sudanese capital Khartoum -- since records began over a century ago. Faisal Mohamed Saleh, Sudan's information and culture minister, visited the site to see the work being done to protect it. The site, some 200 kilometers northeast of Khartoum, was a capital of an empire that controlled vast swathes of land from 350 BC to 350 AD. Sudan's ancient civilizations built more pyramids than the Egyptians, but many are still unexplored.

ETHIOPIA :

Ethiopia bars journalists from Tigray elections <https://www.theeastafrikan.co.ke/tea/rest-of-africa/ethiopia-bars-journalists-from-tigray-elections--1934330>

By AGGREY MUTAMBO Monday september 7 2020 Ethiopian authorities on Monday forcibly removed journalists from a plane heading to Mekele in northern Tigray region, ostensibly to prevent the coverage of a controversial election there. Reporters aboard an Ethiopian Airlines flight from Addis Ababa claimed security agents confiscated their identification documents and equipment, and removed other passengers from the plane on Monday morning.

According to the Ethiopian Foreign Correspondents Association, a lobby for foreign journalists, members of the National Intelligence and Security Service took away passengers' IDs and prevented them from flying.

"Authorities confiscated or attempted to confiscate phones, laptops, and identification cards from all passengers. Very limited information was provided as to how to retrieve these items. Members of the public were also barred from boarding the flight," the association said in a statement on Monday evening.

Tigray Region, one of the ten ethnic-based autonomous regions, plans to hold local elections on Wednesday, despite the Federal Government, headed by Prime Minister Abiy Ahmed, postponing the national elections to March next year due to Covid-19. They had earlier been planned for August 2020.

While the Federal Parliament indicated on Saturday the elections in Tigray would be illegal, the Tigray government said any attempt to prevent the polls would be a "declaration of war."

SOMALIE :

Un camion piégé en Somalie fait 3 morts et 3 blessés, dont un soldat américain

<https://news-24.fr/un-camion-piege-en-somalie-fait-3-morts-et-3-blesses-dont-un-soldat-americain/>

Par Delmar Laforge 07/09/2020

NAIROBI, Kenya – Trois officiers militaires somaliens ont été tués et deux autres blessés avec un membre du service américain dans un attentat à la bombe dans le sud de la Somalie lundi, ont indiqué les autorités, dernier exemple d'une insurrection meurtrière qui a continué de faire des ravages dans la corne de la Somalie. Nation africaine.

Des responsables de l'État de Jubaland ont déclaré qu'une camionnette chargée d'explosifs avait explosé vers 8 heures du matin dans un avant-poste militaire de la région de Jana Abdalle dans la région de Lower Juba, au sud de la Somalie. L'attaque est survenue quelques jours à peine après que les forces somaliennes, avec le soutien du personnel militaire américain, aient repris la zone du groupe terroriste somalien Al Shabab.

Les autorités ont déclaré que la zone, à environ 60 km de la ville portuaire de Kismayo, avait été utilisée par le groupe comme plaque tournante pour collecter des fonds en taxant et en extorquant les civils se déplaçant dans la région.

Ces dernières années, les Shabab, qui sont une branche du réseau terroriste d'Al-Qaïda et cherchent à renverser le gouvernement soutenu par l'Occident de la Somalie, ont perdu de nombreuses villes et villages qu'ils contrôlaient autrefois. Malgré un nombre record de frappes de drones, le groupe s'est transformé en une équipe plus agile et meurtrière, menant des attaques massives contre des cibles civiles et militaires à travers la Somalie et les pays voisins.

Aucun groupe n'a jusqu'à présent revendiqué la responsabilité de l'attaque de lundi, mais les médias pro-Shabab ont rapporté que le groupe extrémiste l'avait menée.

« Après leur défaite, nous nous attendions à des attaques comme celle-ci », a déclaré Mohamed Ahmed Sabrie, directeur des communications au bureau du président régional de Jubaland, lors d'un entretien téléphonique. « Mais rien ne nous empêchera de libérer davantage de zones du Shabab et d'assurer la sécurité de notre peuple. Nous ferons tout ce que nous pouvons. »

M. Sabrie a déclaré que les blessés avaient été transportés par avion à Kismayo pour y être soignés.

Le colonel Chris Karns, directeur des affaires publiques du United States Africa Command, a déclaré dans un communiqué que les forces américaines aidaient les troupes somaliennes dans le cadre des efforts visant à limiter la portée et les mouvements des militants Shabab.

Le militaire blessé, a-t-il dit, était « dans un état stable et recevait des soins pour des blessures qui ne sont pas jugées mortelles ». Au moins un combattant Shabab a été tué lors de l'attaque, a déclaré le US Africa Command.

Les récentes attaques des Shabab incluent un assaut le mois dernier dans un hôtel populaire de la capitale somalienne, Mogadiscio, qui a fait 11 morts et 18 blessés. Cette attaque a eu lieu quelques jours seulement après que 19 gardes et détenus ont été tués après que des membres de l'insurrection aient tenté de s'échapper de la prison centrale de Mogadiscio.

En juin, les Shabab ont attaqué une base militaire turque à Mogadiscio, et en janvier, le groupe a tué trois Américains après avoir pris pour cible une base militaire kényane utilisée comme avant-poste par les troupes américaines. Fin décembre, le groupe a été accusé d'avoir fait exploser un camion chargé d'explosifs qui a tué 82 personnes, dont 16 étudiants universitaires.

Les attaques incessantes ont coûté la vie à des centaines de personnes, y compris d'éminents journalistes, des défenseurs des droits, des politiciens, des chefs religieux et des entrepreneurs.

Pour affaiblir la présence du Shabab, les forces somaliennes travaillent aux côtés des troupes des opérations de maintien de la paix de l'Union africaine, qui comprennent des forces du Kenya, de Djibouti, du Burundi, de l'Ouganda et de l'Éthiopie. Il y a aussi environ 650 à 700 soldats américains en Somalie, pour la plupart des forces d'opérations spéciales, qui combattent les Shabab depuis de petits avant-postes aux côtés des troupes locales.

Hussein Mohamed a contribué au reportage de Mogadiscio, en Somalie.

MADAGASCAR :

Madagascar obtient 75 millions \$ de la Banque mondiale pour lutter contre la covid-19

<https://www.agenceecofin.com/economie/0709-79896-madagascar-obtient-75-millions-de-la-banque-mondiale-pour-lutter-contre-la-covid-19>

Moutiou Adjibi Nourou 07 septembre 2020 09:53

(Agence Ecofin) - Le conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé la semaine dernière un financement de 75 millions \$ en faveur de Madagascar. Les fonds serviront entre autres à combler le déficit budgétaire de l'Etat tout en renforçant la lutte contre le coronavirus.

La Banque mondiale a approuvé le jeudi 3 septembre, une aide financière de 75 millions \$ en faveur de Madagascar. Elle vise à aider le pays à lutter contre la pandémie de covid-19.

Concrètement, le financement permettra de combler le déficit budgétaire de l'Etat, exacerbé par la hausse des dépenses sanitaires et la baisse des recettes dues au coronavirus. Il permettra également de soutenir la mise en place de réformes visant à renforcer l'efficacité et la transparence de la réponse des autorités à la crise, ainsi que la reprise économique.

« L'impact économique et fiscal de la crise de la covid-19 à Madagascar sera très important en 2020 et pourrait inverser les progrès réalisés dans le passé en matière de réduction de la pauvreté et aggraver la fragilité. Ce financement soutiendra les efforts du gouvernement à sauver des vies, à protéger les moyens de subsistance des populations les plus vulnérables et à préserver les emplois, tout en mettant en œuvre des réformes politiques et en renforçant les institutions afin de jeter les bases d'une reprise sociale et économique plus forte », a déclaré Marie-Chantal

Uwanyiligira, représentante de la Banque mondiale à Madagascar.

Pour rappel, le pays a bénéficié d'un précédent décaissement de 171,9 millions \$ en juillet dernier, de la part du Fonds monétaire international (FMI). La contraction de son économie est attendue à 1%, selon l'institution.

SOUTH AFRICA :

Protests erupt in South Africa over controversial TRESemmé ad featuring Black hair

<https://edition.cnn.com/2020/09/08/africa/clicks-hair-ad-south-africa/index.html> By Brent Swails and Aisha Salaudeen, CNN Updated 1627 GMT (0027 HKT) September 8, 2020 Johannesburg, South Africa (CNN)Two advertisements, one showing a black woman's hair labeling it "frizzy and dull," the other showing blonde hair, labeling it, "fine and flat" and "normal" set off protests at one of South Africa's largest retail pharmacies. The content and images of the advert were provided to retailer Clicks by one of their suppliers, TRESemmé -- an American brand of hair care products, according to the company's Group CEO, Vikesh Ramsunder. The company issued an apology in a statement released Monday and said it had removed the images, "which go against everything we believe in," adding that it does not "condone racism."He added that all employees involved in publishing the offensive advertisement have been suspended. TRESemmé South Africa also issued an apology, saying: "We are very sorry that images used in a TRESemmé South Africa marketing campaign on the Clicks website promoted racist stereotypes about hair. The campaign set out to celebrate the beauty of all hair types and the range of solutions that TRESemmé offers, but we got it wrong." In the meantime, Clicks has said it will remove all TRESemmé products from its shelf and replace it with locally sourced hair care brands, of which it has an extensive range already. All Click stores will also close for a day on Wednesday 9 September, the Group CEO said. "We will use this opportunity to engage directly with all our store staff across the country, to provide counseling and support," Ramsunder said in the statement. However, the removal of the advertisements from Clicks

website, apology and store closures has done little to quell the protests. The protests, still ongoing, are led by the opposition party Economic Freedom Fighters (EFF) which has used social media to denounce the adverts as "racist" and "dehumanizing." South African politician, Julius Malema formed the EFF in 2013 and has been at the forefront of the protests against Clicks, calling on all its stores to be permanently closed. In a statement, he said the advert insinuated that black people and their identities exist as inferior to that of white people. "It is an assertion that white standards of beauty are to be aspired to and features of black represent damage, decay, and abnormality," the statement said. In videos shared on social media, protesters dressed in red were seen throwing shelves in one of the Clicks stores. Party leader Malema called for a full week of protests in a Twitter post, urging "fellow fighters and ground forces; ATTACK." On Tuesday, the retail chain won an interim court interdict to stop the EFF from "intimidating and threatening" its employees. Clicks said 425 of its stores have been targeted, with many prominent South Africans also taking to social media to comment on the advert.

Local media also reported that a group of people threw a petrol bomb into one of its stores in Emalahleni, a local municipality in the southern African country. In a country where faith in politics and politicians is constantly questioned because of widespread corruption, some South Africans online, even EFF supporters, are worried that the party's lead in the protests against Clicks would detract from the real issue of racism. "We as South Africans embraced the Black Lives Matter movement because that came from abroad, but with this, with such a clearly racist advert in South Africa, people instead focus on EFF and politics," says EFF supporter Thabo Moerana. White beauty standards Current Miss Universe, South African Zozibini Tunzi said the ad was disrespectful. "Not only is this disrespectful to black lives, but it is also evidence of an absence of representation and diversity within the organization," she wrote on her official Twitter account. Historically, beauty standards have been set by and for white women, leading to women with short, kinky hair and dark skin feeling inferior. Tunzi's Miss Universe crowning in December 2019 helped shift the status quo of the pageant whose definition of beauty had excluded black women and their natural hair.

Perceptions of double standards and racism allegations have been a subject of continued discussion in South Africa, 26 years after the end of the brutal systemic racism of apartheid.

In 2016, a video posted on Instagram went viral, showing 13-year-old Zulaikha Patel and fellow schoolmates in a tense standoff with private security guards.

The students protested after they were told by teachers that their hair is "exotic" and that their Afros needed to be tamed.

It is not the first time in South Africa where marketing campaigns have resulted in a backlash against the brand.

In 2018, the EFF also led protests at Swedish retail giant H&M's stores in South Africa over an online advert that showed a black child wearing a "coolest monkey in the jungle" sweatshirt.

H&M apologized for the ad and pulled the product from its stores globally.

CNN's David McKenzie contributed to this report from Johannesburg

BOTSWANA :

Covid-19 : le Botswana lève l'interdiction de la vente d'alcool, malgré la hausse des cas

<http://apanews.net/news/botswana-levee-de-linterdiction-de-lalcool-malgre-la-hausse-des-cas-de-covid-19> 04/09/2020

APA - Gaborone (Botswana) - Le président Mokgweetsi Masisi du Botswana a levé l'interdiction de la vente d'alcool et de la consommation de bière dans les lieux publics, dans le cadre des efforts du gouvernement pour assouplir les mesures visant à contenir la propagation du coronavirus.

Dans le journal officiel publié vendredi, le directeur des services de santé Malaki Tshipayagae a déclaré que Masisi avait levé l'interdiction de la vente d'alcool dans les lieux publics avec effet immédiat.

Les exploitants d'établissements vendant de l'alcool seraient toutefois tenus de respecter les

protocoles de santé pour empêcher la propagation de la Covid-19, a déclaré Tshipayagae.

Selon le journal, les restaurants sont les seuls établissements autorisés à fonctionner tout au long de la semaine, mais uniquement de 12 h 00 (10 h 00 GMT) à 21 h 00.

D'autres établissements sont autorisés à fonctionner pendant des heures limitées, notamment entre jeudi et samedi.

Les boîtes de nuit resteront cependant fermées, a déclaré Tshipayagae.

La suppression de l'interdiction de vente d'alcool intervient alors que le nombre de cas de Covid-19 au Botswana est passé vendredi à 1.724.

JN/fss/

cgd/APA

ZIMBABWE :

Zimbabwe : le gouvernement en guerre contre le commerce illégal d'or

<https://www.afrik.com/zimbabwe-le-gouvernement-en-guerre-contre-le-commerce-illegal-d-or>
Par Dale Abraham Sarr 08/09/2020

Le Zimbabwe perd au moins 100 millions de dollars d'or chaque mois, à cause de trafic de clandestins à travers des frontières poreuses. Mais, le gouvernement est actuellement en train de prendre des dispositions, afin de mettre en place des mesures pour colmater les fuites.

L'or est la principale source de devises du Zimbabwe. L'année dernière, le pays a gagné 946 millions de dollars américains contre 1,3 milliard de dollars américains en 2018, grâce aux exportations du métal précieux. Certaines des mesures sur lesquelles le gouvernement travaille pour colmater les fuites, comprennent l'installation d'un système informatisé sophistiqué aux postes frontières et aux aéroports du pays, qui sera en mesure de détecter les activités illégales.

Le Trésor a également l'intention de se procurer 500 véhicules de police, dans le cadre d'une série de mesures pour aider à lutter contre la criminalité et améliorer l'efficacité en termes de maintien de l'ordre et de lutte contre la corruption, entre autres activités illégales. S'exprimant lors d'une tournée de familiarisation de certains postes de police à Bulawayo, le ministre de l'Intérieur et du Patrimoine culturel, Kazembe Kazembe, a indiqué que le gouvernement était préoccupé par le trafic d'or, entre autres pierres précieuses, qui portent préjudice au pays à hauteur de 100 millions de dollars américains chaque mois.

Le ministre Kazembe a déclaré que dans le cadre d'une série de mesures pour lutter contre la contrebande parmi d'autres activités criminelles, son ministère est en train d'équiper la police de la République du Zimbabwe (ZRP) de technologies modernes et de canaliser davantage de ressources pour la lutte contre la criminalité. « Nous perdons près de 100 millions de dollars d'or chaque mois, qui est sorti clandestinement du pays à travers nos frontières. La criminalité est devenue complexe et sophistiquée étant donné que les auteurs exploitent les progrès technologiques pour renforcer leurs activités criminelles », a-t-il déclaré.

« En fait, tout le monde sait que les nouveaux crimes tels que la cybercriminalité redéfinissent le terrain de la police. Il est donc nécessaire de doter le ZRP d'un équipement de prévention, d'enquête et de détection du crime assisté par la technologie afin que l'organisation puisse se tenir au courant des sophismes criminels. Une police intelligente est, en effet, la voie à suivre », a-t-il ajouté.

Toutefois, le ministre Kazembe a exhorté la police à éviter la corruption et les a assurés que le gouvernement va prendre des mesures, afin d'améliorer leur bien-être. « Fuyez la corruption... Nous avons peut-être des pommes pourries, mais nous avons néanmoins un devoir à accomplir et un mandat pour maintenir la paix et la sécurité. D'une manière générale, la police fait du bon travail et elle devrait également jouer un rôle de premier plan dans la lutte contre la corruption et les trafics de minerais, en particulier l'or, qui est en train de sortir de nos frontières », a-t-il lancé.

« Nous ne perdons jamais de vue le fait qu'un maintien de l'ordre efficace est un exercice très coûteux, bien qu'il s'accompagne de récompenses inestimables sous forme de paix, de stabilité et d'attrait des investissements. Un environnement plus sûr, ce qui reste un facteur essentiel pour parvenir à une économie à revenu intermédiaire de la tranche supérieure 2030, comme l'a soutenu

Son Excellence le Président Mnangagwa dans Vision 2030 », a-t-il poursuivi.

ZAMBIA :

Zambia eyes crowdfunding initiative to boost businesses' access to finance

http://www.china.org.cn/world/Off_the_Wire/2020-09/08/content_76683731.htm_Xinhua, September 8, 2020

LUSAKA, Sept. 8 (Xinhua) -- Zambia seeks to launch a crowdfunding initiative to help raise money for projects and improve businesses' access to finance.

The Economics Association of Zambia has indicated that it will launch the crowdfunding initiative, the practice of funding a project or venture by raising small amounts of money from a huge number of people through the internet. It is a form of crowdsourcing and alternative finance.

Commenting on the initiative, social economist Kelvin Chisanga said it is a welcome move, but it requires more work because currently, banks in countries like Zambia have not yet adopted such a service.

According to him, crowdfunding was an alternative source of raising finances for project development which Africa needs especially in the current scenario where the COVID-19 pandemic has ravaged economies, resulting in constrained finances.

He further called on commercial banks to diversify their service portfolios by embracing new technologies such as crowd-funding in order to boost access for finance by businesses. In carrying out the initiative, the expert says Zambia could cooperate with China. "We all know that China has a vibrant internet governance system as well as a high electronic device system," he said, adding that China could help African countries through building robust Information and Communication Technologies platforms that Africa needs. Enditem

MALAWI :

Malawi: le nouveau président dit vouloir ouvrir une représentation diplomatique à Jérusalem

<https://www.i24news.tv/fr/actu/israel/diplomatie-defense/1599381420-le-nouveau-president-du-malawi-dit-vouloir-ouvrir-une-representation-diplomatique-a-jerusalem> 06/09/2020

Le Malawi pourrait devenir le premier pays africain à disposer d'un bureau officiel à Jérusalem

Le nouveau président du Malawi, Lazarus Chakwera, a annoncé samedi son intention d'ouvrir un bureau diplomatique à Jérusalem, rapporte dimanche le Times of Israel.

Cette déclaration intervient au lendemain des promesses faites vendredi par les dirigeants respectifs de la Serbie et du Kosovo d'installer leurs ambassades dans la capitale israélienne, dans le cadre d'un accord bilatéral de normalisation économique négocié par l'administration américaine.

Lazarus Chakwera, un évangélique devenu président du Malawi le 6 juillet dernier, a annoncé une série de réformes comprenant la modernisation du ministère des Affaires étrangères du pays et de son réseau d'ambassades dans le monde.

« Les réformes incluront un examen de notre présence diplomatique dans divers pays, ainsi que notre détermination à établir de nouvelles missions diplomatiques à Lagos au Nigéria et à Jérusalem, en Israël. Je donnerai plus de détails à ce sujet dans un avenir proche », a-t-il déclaré.

Lazarus Chakwera, 65 ans, est titulaire d'un doctorat en théologie et soutient depuis longtemps l'État juif, qu'il a encore visité l'année dernière.

Le Malawi, pays à majorité chrétienne, ne possède pas encore d'ambassade en Israël, tandis que l'ambassadeur de l'Etat hébreu pour le Malawi, Oded Joseph, est basé à Nairobi, au Kenya.

Si Lazarus Chakwera tient sa promesse, le Malawi deviendrait le premier pays africain à ouvrir un bureau diplomatique à Jérusalem.

Jusqu'à présent, seuls les États-Unis et le Guatemala ont installé leur ambassade à Jérusalem.

D'autres pays y ont ouvert des missions commerciales, de défense ou culturelles, tels que le Brésil, l'Australie, la Hongrie et le Honduras.

NAMIBIE :

Namibia eases coronavirus restrictions to attract tourists

<https://africa.cgtn.com/2020/09/08/namibia-eases-coronavirus-restrictions-to-attract-tourists/> By Reuters 08/09/2020 Namibia has further eased restrictions for international tourists to try to prevent the collapse of a sector hit by the coronavirus pandemic after the country closed its borders in March. The Tourism Ministry said on Tuesday tourists could go to their pre-booked destinations and take part in activities for up to five days, after which they will be tested for the virus. If they stay at their pre-booked destination for less than five days they can proceed to another destination without a test. In the rules introduced in July, tourists had to quarantine at their first destination for seven days, which resulted in a large number of cancellations. The tourism sector in the southwest African country has not seen any new bookings since the beginning of the month, leading to 115.7 million Namibian dollars (\$6.85 million) in cancellations, the ministry estimates. "This has necessitated a rethink in our approach. The tourism sector is highly competitive and Namibia is competing to attract tourists with countries from all over the world," Tourism Minister Pohamba Shifeta said.

ANGOLA :

PGS achève un programme d'acquisition sismique 3D au large de l'Angola

<https://www.agenceecofin.com/exploration/0809-79970-pgs-acheve-un-programme-d-acquisition-sismique-3d-au-large-de-l-angola>

Par Olivier de Souza 08/09/2020

(Agence Ecofin) - PGS vient d'achever un nouveau programme de relevés sismiques en Angola. Celui-ci permettra de mieux comprendre la géologie du bassin du Namibe et de préparer les prochains appels d'offres pour les blocs d'exploration.

En Angola, le fournisseur de services géophysiques PGS a annoncé que son navire Ramform Sovereign a terminé un vaste programme d'acquisition sismique 3D avec la technologie multicapteur GeoStreamer. Si la superficie concernée n'a pas été évoquée, la compagnie indique que les objectifs opérationnels et géologiques ont été atteints avec succès et en toute sécurité malgré les restrictions imposées par le coronavirus.

Ce programme s'est déroulé dans le bassin du Namibe et relie la couverture sismique 3D du sud de l'Angola à la couverture précédente du bassin, ce qui forme une empreinte MultiClient de données sismiques à large bande de haute qualité.

Le premier bilan des travaux montre que cette zone contient une variété de pistes et de perspectives pétrolières importantes. L'imagerie en profondeur permettra d'améliorer la connaissance du système pétrolier souterrain et de réduire les risques à l'exploration dans la région.

Ce programme permettra également de préparer le prochain cycle de licences pétrolières du pays.

MOZAMBIQUE :

Mozambique: insécurité alimentaire croissante liée à l'insurrection djihadiste

<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/mozambique-insecurite-alimentaire-croissante-liee-a-l-insurrection-djihadiste-20200907> ,7 septembre 2020 à 15:53

Des dizaines de milliers de personnes sont privées de toute aide humanitaire dans le nord du Mozambique, en raison de l'intensification de l'insurrection djihadiste qui accable cette région depuis trois ans, a alerté lundi 7 septembre la directrice régionale du Programme alimentaire mondial (PAM). L'insécurité alimentaire y devient «particulièrement préoccupante», a expliqué Lola Castro, lors d'un point-presse à Johannesburg, précisant que sur les quelque 250.000 déplacés de la région, seuls 180.000 pouvaient être aidés par les ONG et autres agences de l'ONU.

Le PAM agit dans la région de Cabo Delgado, tout au nord du Mozambique, depuis «les premiers 5000 déplacés» en 2017, du côté de Mocimboa da Praia et Palma. Mais la région est devenue ces derniers mois «une très forte priorité», en termes d'insécurité alimentaire. «Dans certains districts du nord-est, l'aide n'est pas toujours possible» et le PAM travaille à améliorer notamment ses capacités logistiques «pour atteindre les inatteignables» et leur fournir «aide alimentaire, mise à l'abri et protection», a-t-elle expliqué.

Le PAM et d'autres acteurs internationaux sur le terrain s'inquiètent d'«une régionalisation du conflit, son extension notamment vers la Tanzanie», a-t-elle ajouté. Sur l'ensemble de l'Afrique australe, l'insécurité alimentaire pourrait affecter -- «le chiffre est ahurissant» -- 44,8 millions de personnes (contre 41,2 l'an dernier) entre les prochains mois et 2021, a mis en garde Mme Castro, sous l'effet conjoint de la sécheresse et des difficultés économiques liées à la pandémie du coronavirus. «Nous allons assister à une insécurité alimentaire que nous n'avons pas connu depuis plusieurs années», a-t-elle ajouté.

Le Zimbabwe est le pays le plus touché, avec un doublement attendu des personnes en insécurité alimentaire d'ici la fin de l'année, devant la Zambie et le Malawi. Dans les prochains mois, les villes vont être plus fortement touchées. «De nombreux pays demandent déjà au PAM et aux autres agences de l'ONU une aide pour leurs pauvres urbains, qui n'ont plus de revenus pour assurer un budget alimentaire minimal, ce qui n'était pas le cas avant», a-t-elle fait valoir.

GUINEA BISSAU :

Gambia/Guinea Bissau: Gambia Working On Facing Guinea-Bissau in Friendly

<https://allafrica.com/stories/202009081025.html> September 8 2020 The Point (Banjul)

By Arfang M.s. Camara

The Gambia is working on arranging some friendly games in Portugal against African oppositions, according to Esohna sports.

Reports added that the match agent is working on securing two friendlies for the Scorpions during their camp in Portugal.

"Guinea-Bissau, Mozambique and Cape Verde are the targeted opponents for the test matches in Europe," a source close to Esohna Sports revealed.

The Black Stars of Ghana have also been offered to the GFF by another match agent and it is believed that offer will be difficult to turn down.

"Well, there are a number of options on the table for consideration but nothing has been confirmed yet," said Henry Asante, Ghana Football Association communications director said.

The Gambia is yet to qualify for Africa's flagship tournament (the African Cup of Nations). In fact, they remain the only country in the West Africa yet to make it to the biennial championship.

The Scorpions top their Total African Cup of Nations Cameroon 2021 qualifiers Group D, level with Gabon on four points; two more than DR Congo, and Angola with no point at the bottom of the standings.

Assan Ceesay scores brace in FC Zurich final pre-season game

Mohammed Mbye signs for Swedish club

CABO VERDE / CAP VERT :

Cabo Verde: Airline negotiation 'complex' – Prime Minister

<https://www.macaubusiness.com/cabo-verde-airline-negotiation-complex-prime-minister/>

By LUSA

Cabo Verde's prime minister, Ulisses Correia e Silva, on Monday said that the negotiation for public support to Cabo Verde Airlines (CVA) was complex, but that the company, grounded six months

ago, will continue to exist.

In an interview with Lusa, Ulisses Correia e Silva said that the situation that CVA is going through, with the archipelago closed to regular international air links to stop the Covid-19 pandemic, is identical to that of most airlines in the world.

“This is about the non-operation of flights and the economic and financial consequences thereof.

The solutions to make companies viable in the context of the coronavirus pandemic are not easy in Germany, France, Portugal, any other country and also in Cabo Verde,” he said.

The head of government added that the executive is working with the CVA administration – since March 2019 led by Icelandic investors – in a complex framework of support, but said that the CVA will continue to exist and be the flagship company regardless of the decision.

For several weeks now, negotiations between the government and the CVA administration on state support for the company have been known without understanding.

At stake is a company privatised one and a half years ago, in which the state still holds a 39% stake in the capital stock, but which is stopped since the suspension of international flights to the archipelago.

Cabo Verde remains closed to international flights, maintaining only, since 1 August, an air corridor with Portugal for essential flights in both directions, which require the presentation of negative tests to Covid-19.

As for the resumption of regular international air links, which were already scheduled for July and then August, the only ones that CVA operated through the international hub on the island of Sal, the prime minister does not commit to dates.

In March 2019, the state of Cabo Verde sold 51% of the then public company TACV (Transportes Aereos de Cabo Verde) for €1.3 million to Lofleidir Cabo Verde, a company 70% owned by Loftleidir Icelandic EHF (Icelandair group, which took 36% of the CVA) and 30% by Icelandic entrepreneurs with experience in the aviation sector (who took the remaining 15% of the 51% share privatised).

The Cape Verdean government concluded this year the sale of 10% of CVA shares to workers and emigrants, but the remaining 39%, which should be sold on the stock exchange to private investors, will now remain in the domain of the state, a decision announced by the executive due to the effects of the pandemic.

The CVA administration announced last August the need for a financial injection to improve the company’s current liquidity for the benefit of its employees, creditors and all other interested parties.

Before the crisis caused by the Covid-19 pandemic, the CVA administration had already pointed out that the company urgently needed a long-term loan to ensure its operability.

CVA transported almost 345,000 passengers in the first year (1 March 2019 to 28 February 2020) after the privatisation of 51% of the company, an increase of 136% over the previous period, according to data provided to Lusa by the company.

Cabo Verde has a total of 4,330 cases of Covid-19 diagnosed since 19 March, with 42 deaths associated with the disease.

SAO TOME AND PRINCIPE :

Shell farms into Kosmos portfolio

<https://www.energyvoice.com/oilandgas/africa/264211/shell-kosmos-farm-down/>

By Ed Reed 09/09/2020

Shell has struck a deal to farm into Kosmos Energy’s portfolio offshore Sao Tome & Principe, Suriname, Namibia and South Africa.

BV Dordtsche Petroleum Maatschappij, a Shell unit, will pay \$100 million for the assets, with potential future payments of up to \$100mn.

Kosmos' chairman and CEO Andrew Inglis said the deal would "focus our exploration portfolio on proven basins that offer superior returns with shorter payback and significant resource potential. The proceeds enable Kosmos to accelerate high graded exploration opportunities while strengthening the balance sheet, positioning Kosmos to create additional shareholder value. "The contingent payments locked into the agreement with Shell ensure we retain upside from frontier exploration with no further investment."

A Shell official said the company was taking operating equity stakes in seven exploration licences, in four countries. These are Block 42 in Suriname; Blocks 6,10,11 & 13 in São Tomé; PEL39 in Namibia; and Northern Cape Ultra Deep (NCUD) in South Africa.

"This deal is in line with our exploration strategy to selectively add new exploration basins to our global portfolio," the representative said.

Shell's executive vice president exploration Marc Gerrits said: "We are very pleased to have signed this deal with Kosmos, which will help both companies to deliver their exploration strategies. The deal enables Shell to enter a very promising new basin in Suriname, and to build our position in São Tomé and Príncipe.

"In Namibia and South Africa, in line with our exploration strategy, we will seek new partners to share costs and expertise as we progress with our planned exploration programme in the Orange Basin. We look forward to moving ahead with our exploration plans in all four countries."

Infrastructure-led

Kosmos will use one third of the first \$100mn to test two prospects in the US Gulf of Mexico. These are close to infrastructure and offer what the company describes as "hub-scale potential".

Kosmos' targets are low cost and low carbon.

The rest of the proceeds will go to reduce debt. Kosmos expected savings from the deal of \$100mn in 2021 and 2022, from avoiding well tests and studies.

The deal should close in the fourth quarter of 2020. It will have an effective date of September 1. Drilling success will trigger the contingent payments. The companies' work will consist of four wells, three of them in 2021.

Should a well be a commercial success it will trigger a \$50mn payment to Kosmos. The total payable under this capped at \$100mn.

Kosmos is continuing with its exploration plans around Equatorial Guinea. Following pre-stack depth migration seismic, covering 10,000 square km, the company has detected deeper plays.

The prospect inventory at the inboard area is around 1 billion barrels, with a potential 4 billion barrels in the outboard. The inboard areas can be developed through tiebacks to existing infrastructure.

TIMOR LESTE :

Timor-Leste: The Path From Peace To Prosperity
__trashed-5/By Jason Woodrooffe September 2, 2020

<https://theowp.org/reports/>

Standing underneath the 27m tall Cristo Rei statue of Jesus and staring back across at the beautiful city of Dili it is hard to imagine that Timor-Leste is shrouded in a past of colonialism, occupation and civil unrest. Timor-Leste (often referred to as East Timor) is the third newest country in the world and is full of amazingly resilient and kind people. Many of them are veterans and survivors of a brutal Indonesian occupation that only ended in 1999. I had the privilege to spend several months in the country at the start of this year working alongside many of these amazing people doing research on local security issues. While the country has come a long way in just two decades, there remains a number of obstacles on the path to prosperity. This article is my personal take on what is a complicated nexus of the Timorese development, oil dependency and the country's hopes for a prosperous future.

A troublesome past:

Timor-Leste was a Portuguese colony until 1975, when a coup in Portugal caused the European nation to abandon its colony. Just nine days later, Indonesia invaded the territory and declared it the country's 27th province. 24 years of brutal occupation ensued in which it is thought that as many as 202,600 deaths occurred from violence, forced disappearances and famine. As many as 85,000 of these deaths were from famine and hunger. When you consider that Timor-Leste only had a population of 823,386 people in 1999, the scale of death and destruction becomes almost unfathomable.

After years of the international community turning their backs on the Timorese people, the tide began to turn in the 1990s. International media began to give more attention to the atrocities going on in the country, particularly after the 1991 Santa Cruz Massacre in which at least 250 peaceful pro-independence demonstrators were shot by the Indonesian military. Support for Timorese independence grew rapidly in Portugal, Australia and other Western countries.

In 1999, a UN sponsored referendum on independence overwhelmingly passed and prompted an Indonesian state sponsored terror campaign against the Timorese people in which it is estimated that 70% of the country's infrastructure was destroyed. That year an Australian led peacekeeping force (INTERFET) helped to restore peace in Timor-Leste. After two years of a transitional UN administration, on 20 May 2002, the Democratic Republic of Timor-Leste was declared the first new country of the 21st century.

In 2006, the country fell back into crisis after a faction of the military quit over allegations of discrimination against 'Westerners' by 'Easterners'. Factionalism and fighting between separatists and the military quickly spread, with the violence most prominent in the capital Dili. It is estimated that over 100,000 people were forced to leave their homes during the fighting. After a request from then Foreign Minister Jose Ramos Horta, Australia, New Zealand, Portugal and the Phillipines sent troops to help support the Timorese in restoring order and peace to the country.

Modern day Timor-Leste the challenges ahead:

While I very briefly covered what is a troublesome history, you would be amazed at the positivity of the people you meet in everyday life. Everywhere I went I was met by smiles and offers of help with everything from language to directions, with people even going out of their ways to walk me across the city of Dili if I was lost. Never in my life have I seen such genuine random acts of kindness by strangers.

This positivity is even more astounding when you look at the "facts" about the state of the country now. Timor-Leste ranks at 131 out of 189 countries on the UN's human development index. The HDI gives a country a score based on factors such as life expectancy, income and education. To put things into perspective, at the 131 spot, Timor sits closer to sub-saharan African countries than it does to most of its South-East Asian neighbours. When the HDI is adjusted to account for the huge inequality in the country, Timor's score is downgraded to just 0.450 which would place it just below that of Yemen, a country recently labelled the world's worst humanitarian crisis.

The Timorese Ministry of Finance reported in 2011 that about 40% of the population had to survive on \$30USD per month or less. While newer figures aren't available from the ministry, the country's Gross National Income (GNI) in 2019 sat at just \$1,890 USD (or about \$160 a month). However, we should note that this is an average and a select few elite have a substantially more wealthy lifestyle than the average Timorese person.

A huge portion of the country relies on agriculture for their food and income, making their livelihoods susceptible to the weather and disease. Many people I talked to said their crops had struggled through a particularly dry wet season in 2019/20. A trend likely to continue thanks to the effects of climate change. Because of this reliance on agriculture, 460,000 people (36% of the population) live in a state of food insecurity according to a report by IPC.

Development progress and the power of positivity:

Despite these pressing issues, the Timorese people are overwhelmingly optimistic about the future of their country. It is not uncommon to meet amazingly talented people who speak upward of 3-4 languages and the streets of Dili are flooded with bright eyed university students eager to make their impact on society. The efforts by citizens to improve their country has not been in vain either.

Despite Timor's low HDI ranking, the country has made astounding progress. In 1990, the average life expectancy was only 49 years and has now risen by 20 years to an average age of 69. The GNI increased by about 80% between 1990 and 2018 and the average time someone would spend in school has increased by two years in the same period. While two years may not seem like much, the rates of literacy in the country reached 84% in 2015. This is a remarkable feat when you consider that that rate was only 46% in 2004.

The government has also spent upward of \$2 billion USD on developing infrastructure that was destroyed by Indonesia at the end of the occupation. A huge project developing Tibar port is well under way and a recently completed airport in the South of the country are examples of promising development. Infrastructure projects are vital for the country to improve trading links with the region and pave the way for tourism, exports and stimulate job creation.

Additionally according to the Economist's 2018 Democracy Index, Timor-Leste is the most democratic country in South-East Asia. This is a fact verified by the World Bank and the EU.

Timor-Leste proudly boasts a 30% quota for the number of women of parliament and at the last election 35% of the seats in parliament were occupied by women. Very few other countries in the region can boast this level of participation by women in their governance systems.

Timor's freedom of press also ranks highly, with no journalist ever having been jailed in direct relation to their work. However, this does not mean that pressure on journalism and media does not exist. Currently the country sits in the 78th spot for freedom of press. A rating that is higher than all of its regional neighbours but still has a long way to improve upon.

Timor-Leste's path to prosperity is undeniably promising, with the UNDP projecting that the country will move on from its current status as a "least developed country" as soon as 2021. The rate of development in Timor is something many countries would be envious of, but the majority of the funding behind this development comes from a less than ideal place; an oil field in the Timor Sea.

No need for an oily future?

The revenues from oil and gas have funded a \$16 billion USD sovereign wealth fund which fuels the state budget. Timor-Leste's state budget is currently 90% funded by revenues from oil and gas, making it the second most oil-dependant country in the world. While this may seem like a big issue (and it is) it should be acknowledged that the oil revenue has done a lot for lifting large portions of the Timorese people out of poverty. At the end of the day, every developed country in the world relies at least in part on oil and gas to power everyday life. So why should Timor move away from an oil based economy? The answer to this lies in several parts.

Timor's oil lies in the Bayu-Undan and Greater Sunrise oil and gas fields. Bayu-Undan holds about 350-400 million barrels of oil and the Greater Sunrise has about 200 million barrels as well as large reserves of natural gas. While this may seem like a lot, it pales in comparison to giants like Saudi Arabia who produce upwards of 10 million barrels a day. To make matters worse the Bayu-Undan field is expected to run dry of natural gas as soon as 2021. With the clock ticking on the supplies, economic diversification is more important than ever. A pressing example of the need to diversify came when oil prices recently turned negative for the first time in history, meaning Timor's oil was worth less than nothing.

To make matters worse, this oil is potentially some of the hardest to extract in the world. Timor's government is adamant that it wants to process the oil on Timorese soil at a place called Tasi Mane, rather than in a plant in Darwin where the existing pipeline runs to. The issue with this is that for the oil to be processed in Timor it must construct a pipeline over a deep sea trench called the Timor Trough that reaches a depth of over 3,300 metres. The cost for this construction is immense and has prompted a lot of corporate partners in the project to pull out and sell their shares.

With all these issues, does Timor-Leste need to insist on an oil based future?

Timor-Leste's natural beauty and vibrant culture give it immense potential as a tourism hotspot. The country boasts stunning beaches, mountains, jungles and some of the best coral reefs in the world. In fact, the country sits on the southern edge of the Coral Triangle and one dive site by Atauro Island boasts the third highest recorded biodiversity of any reef on the planet. The untapped

potential of tourism is slowly becoming more known.

In 2017, the Asia Foundation estimated that 12,500 tourists came to Timor-Leste for the sole purpose of leisure. Although this is hard to calculate because almost every worker has to enter the country on a short-term tourist visa and then change this to a work visa once in country. This number is up from an estimate of just over 6,000 in 2011, showing the growth in Timorese tourism. Agriculture also has huge potential for growth in Timor-Leste. The country is fast gaining a reputation for growing amazing coffee. Coffee is already Timor's largest non-oil export and accounts for 0.2% of the global coffee trade. While this may seem like a small share of the industry, for a small country it should not be underestimated. Timor even has its own variety of coffee, the Timor Hybrid. This variety is already receiving international acclaim for its resistance to disease and high yields.

Perhaps Timor-Leste's biggest potential lies in its people. As mentioned above, major progress has been made in increasing literacy rates and the number of years children spend in school. This progress is likely to continue. UNICEF estimates that for every extra year someone spends in school, their average earnings increase by 10%. Timorese people on average speak at least three languages, showing the immense untapped potential that a strong education system could help unlock.

The Timorese people's positivity and enthusiasm for bettering their future gives me high hopes for the country's future. While issues from the past and economic challenges remain, the progress that the country has made in just two decades is undeniable. Timor-Leste is a nation full of untapped potential and should be given all the credit that it deserves.

Hau hakarak la'o ba Timor-Leste fali la kleur.

EGYPT :

Egypt's ambassador to Russia announces 6 flights per week between the two countries

<https://www.egyptindependent.com/egypts-ambassador-to-russia-announces-6-flights-per-week-between-the-two-countries/> September 9, 2020

Egypt's ambassador to Russia, Ehab Nasr, said on Wednesday that the resumption of air travel between Egypt and Russia includes operating six flights per week, with each country's flag carrier conducting three flights per week.

The Egyptian Ministry of Civil Aviation announced on Saturday that Russia's Aeroflot and Egypt's EgyptAir have been authorized to restart flights between Moscow and Cairo in mid-September. Regular air traffic between Egypt and Russia came to a halt in March 2020 due to the coronavirus pandemic.

During a phone interview on Sabah al-Kheir Ya Masr (the Good Morning Egypt) TV show, Nasr said that Egypt will be one of the most sought-after destinations for Russian tourists.

Nasr pointed out that during the past 20 years, Egypt has seen a significant increase in Russian tourism, especially in beach tourism. He added that the resumption of trips between the two countries will have a positive effect on tourism in Egypt, not only in the areas traditionally enjoyed by Russian tourists, but also in lesser-known areas of the country.

Hurghada has occupied a leading position among the best travel destinations for Russian tourists, according to the analysis of the online hotel reservation service analysts Ostrovok.ru for the period from October 30 to November 6, 2019.

EgyptAir will start operating flights to Russia within days, and today's flight from Russia, which is the first flight between the two countries, is fully booked, reflecting the high demand for flights to the country.

According to Nasr, the return of flights between the two countries signifies the strong relationship between Russia and Egypt. He noted that the required negative coronavirus test imposed on visitors to Egypt would not present any obstacles to the flow of flights between the countries.

Beginning September 1, all local and foreign passengers must provide a Polymerase Chain Reaction (PCR) lab test result certificate upon entry, proving they have tested negative for coronavirus within 72 hours of reaching Egyptian territory.

Traffic in all Egyptian airports resumed July 1, in accordance with Egypt's preventive and precautionary measures to coexist with the coronavirus.

Air traffic in Egypt was previously suspended March 19, excluding air cargo flights, repatriation charters, international medical flights, and domestic flights.

ALGERIE :

L'Algérie "dangereusement" sous-bancarisée

<http://www.liberte-algerie.com/economie/lalgerie-dangereusement-sous-bancarisee-345271>

Par Akli REZOUALI le 09-09-2020 10:30

La place bancaire algérienne se positionne parmi les dernières de la région en termes de bancarisation et d'accès aux moyens de paiement modernes.

La récurrence et l'aggravation des pénuries d'argent liquide au niveau national mettent en évidence l'archaïsme général qui continue à caractériser le système financier algérien, faute d'une stratégie de réforme et de modernisation concrète et efficiente.

Bien que particulièrement ressenties, en ce contexte de crise sanitaire et de tassement de l'activité économique et commerciale, les crises de liquidités dans un pays si peu bancarisé comme l'Algérie ne sont pourtant pas de simples phénomènes conjoncturels et passagers.

De par l'ampleur de l'impact qu'elles charrient, à chaque fois, sur la vie économique et sociale, les ruptures épisodiques d'approvisionnement en argent liquide traduisent, dans le fond, de très graves défaillances structurelles au sein du système financier national.

Qu'est-ce qu'une pénurie de liquidités en effet, sinon l'absence ou le manque de cash... ? Et que peut refléter un tel degré de dépendance si généralisée au cash, sinon l'archaïsme manifeste et dangereux du système bancaire et financier algérien ? De l'aveu même du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le système bancaire dans sa configuration actuelle n'est qu'un "simple guichet public".

Le président de la République, qui, lors d'une récente réunion du Conseil des ministres, préconisait ainsi "une révision de ce système financier", ne va, cependant, pas au-delà du constat et des diagnostics, plus ou moins destinés à la consommation médiatique.

Les besoins de la politique étant ce qu'ils sont, le chantier de la modernisation financière et bancaire est, quant à lui, toujours en attente d'être, d'abord et avant tout, rationnellement conçu pour pouvoir ensuite être concrètement lancé. Cela reste encore un vœu pieux, depuis au moins deux décennies.

Et ce n'est assurément pas en misant sur les instruments de la finance islamique et en favorisant par là même le rejet des pratiques financières conventionnelles que les banques de la place financière parviendront à s'ériger en plaque tournante à même de capter l'épargne et les fonds colossaux qui circulent hors circuits officiels.

Vers la fin de l'exercice écoulé, cet argent non bancarisé se chiffrait à pas moins de 5 000 milliards de dinars, selon les évaluations de la Banque d'Algérie (BA) dévoilées par son gouverneur par intérim de l'époque, Amar Hiouani.

Ce montant représente l'équivalent de plus de 50% des encours des crédits accordés à l'ensemble de l'économie nationale et plus de 30% de la masse monétaire totale du pays, faisait observer le même responsable, en alertant d'emblée sur "la déficience de la politique de l'épargne".

Dès lors, comment espérer parvenir à canaliser les fonds thésaurisés et ceux circulant dans les circuits informels vers la sphère bancaire officielle ? Et à moins d'un recours débridé à de nouvelles créations monétaires pour compenser celles qui ne reviennent jamais dans les circuits officiels, comment éviter, en pareil contexte d'inefficience du système bancaire, que des pénuries de liquidités paralysantes ne se répètent indéfiniment ?

Le fait est que l'archaïsme de la place financière locale est tel que le cash est devenu aujourd'hui si incontournable en Algérie, au moment où ses usages de par le monde tendent de plus en plus à être infiniment réduits.

Rien qu'en termes de bancarisation de la population et d'accès à la monétique, l'Algérie, faut-il le rappeler, accuse un retard immense, y compris même en comparaison avec des pays voisins ou d'égal niveau de développement économique.

La place bancaire algérienne, révèlent en ce sens les chiffres de la Banque centrale, se positionne parmi les dernières en termes de bancarisation, avec à peine 1 664 agences et un taux de couverture d'une agence pour 27 587 habitants, alors que la norme est d'une agence pour 5 000 habitants. C'est dire tous les graves déficits de développement qui restent encore à résorber pour sortir le système bancaire et financier national de son archaïsme.

MAROC :

Maroc : un vaccin plus efficace contre la grippe saisonnière

<https://www.bladi.net/maroc-vaccin-grippe-saisonniere,73653.html> 9 septembre 2020 - 06h30

Un nouveau vaccin contre la grippe saisonnière arrivera bientôt sur le marché au Maroc. Ce vaccin qui s'attaque à quatre souches du virus, permettra une protection plus large et donc une meilleure

efficacité.

"Le vaccin antigrippal de cette saison sera prochainement en pharmacie au Maroc", explique à Médias24 une source de Sanofi Maroc-Tunisie-Libye. Il est quadrivalent, c'est-à-dire qu'il va s'attaquer à quatre souches du virus, en raison de la mutation qu'opère chaque année le virus de la grippe.

Si l'on sait que l'année dernière au Maroc, 300 000 doses de vaccin ont été distribuées sur le marché privé contre 250 000 sur le marché public, la filiale marocaine de l'entreprise pharmaceutique sera-t-elle en mesure d'assurer la demande émanant en priorité, des personnes porteuses de maladies chroniques ; des femmes enceintes ; des enfants de 6 mois à 5 ans ; les personnes âgées et, de surcroît en cas de surplus ?

"Comme chaque saison grippale, Sanofi Pasteur approvisionne ses différents marchés (publics et privés) en fonction des prévisions et des quantités préalablement définies. En cas de demande exceptionnelle liée au contexte actuel, le groupe déploiera les efforts nécessaires, en étroite collaboration avec les autorités de santé, pour répondre aux urgences de santé publique", répond la filiale marocaine de l'entreprise pharmaceutique qui précise que "la vaccination contre la grippe saisonnière est valable de fin septembre à février"

Le vaccin sera vendu dans les pharmacies marocaines au prix de 125,30 DH.

TUNISIE :

En Tunisie, le groupe Etat islamique revendique l'attaque ayant tué un gendarme

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/09/08/en-tunisie-le-groupe-etat-islamique-revendique-l-attaque-ayant-tue-un-gendarme_6051372_3212.html

Par Le Monde avec AFP 08/09/2020

Les trois assaillants ont été abattus par les forces de sécurité et sept personnes en lien avec les djihadistes ont été arrêtées.

L'organisation djihadiste Etat islamique (EI) a revendiqué, lundi 7 septembre, l'attaque menée la veille dans la ville touristique de Sousse, en Tunisie, et ayant tué un membre de la Garde nationale, signe que l'EI continue à essayer de frapper, même avec des moyens limités.

Tôt dimanche, des hommes en voiture ont heurté des agents de la Garde nationale près de la station balnéaire de Port Al-Kantaoui, dans la ville côtière de Sousse (est), puis les ont attaqués au couteau, tuant l'un d'eux et blessant grièvement l'autre. Ce dernier se trouvait dans un état stable lundi, selon le ministère de l'intérieur.

La victime, Sami Mrabet, 38 ans, père de deux enfants, a été enterrée à Moknine, sa ville d'origine au sud de Sousse, lundi matin, en présence de plus de mille personnes, dont plusieurs membres du gouvernement, a constaté un correspondant de l'AFP.

L'EI a simplement fait état, via son organe de propagande Amaq, de la mort d'au moins un membre des forces de sécurité lors de cette attaque menée par des « combattants » de l'organisation, sans davantage de précision.

« Les photos montrent que l'un des assaillants portait un tee-shirt avec une inscription spécifique à Daech (acronyme arabe de l'EI) », a souligné l'expert Mokhtar Ben Nasr, ex-président de la Commission nationale contre le terrorisme, estimant qu'il est difficile d'établir les liens précis entre l'organisation et ses partisans.

Trois assaillants, dont deux frères, ont été tués dimanche matin dans la même zone. Ils n'étaient pas connus des autorités tunisiennes. Les deux frères étaient originaires du quartier d'Akouda où a eu lieu l'attaque, et le troisième homme, originaire de la région défavorisée de Siliana (nord-ouest) habitait avec eux, a indiqué à l'AFP le porte-parole du parquet antiterroriste, Sofiène Sliti. Sept personnes ont par ailleurs été arrêtées et placées en garde à vue dans le cadre de l'enquête. L'épouse d'un des deux frères, deux autres frères et un homme en lien avec eux ont été arrêtés, ainsi que trois personnes soupçonnées d'avoir été des recruteurs, a précisé M. Sliti.

La France a condamné lundi « avec la plus grande fermeté » l'attaque.

« A court d'armes »

Cette nouvelle attaque contre les forces de l'ordre, dans la ville où avaient eu lieu les événements meurtriers qui secouèrent le pays en 2015, s'est déroulée trois jours après l'entrée en fonction d'un nouveau gouvernement dans un contexte de fortes tensions politiques. Plusieurs partis ont réclamé un remaniement pour changer le ministre de l'intérieur, Taoufik Charfeddine, un avocat sans expérience politique, désigné sous la houlette du président Kaïs Saïed.

Cette attaque est la dernière d'une série d'attentats visant les forces de l'ordre ces dernières années, malgré une nette amélioration de la situation sécuritaire.

En mars, un policier et un civil avaient été tués dans un attentat-suicide visant une patrouille en faction devant l'ambassade des Etats-Unis. Mais la dernière attaque d'ampleur remonte à mars 2016, lorsque des djihadistes venus de Libye avaient tenté, sans succès, de s'emparer de postes des forces de sécurité de Ben Guerdane (sud), tuant 20 personnes.

Tant Jund Al-Khilafa, groupuscule affilié à l'EI, que la faction locale d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), la phalange Okba Ibn Nafaa, « sont aujourd'hui désorganisés, à court de moyens logistiques », affirme M. Ben Nasr : « On l'a vu aux dernières actions, qui sont rudimentaires et mal préparées. Ce mode opératoire, avec une voiture et des couteaux, prouve qu'ils sont à court d'armes, mais que des individus inconnus de la police sont toujours prêts à l'action », souligne-t-il, appelant à renforcer la prévention.

Les Tunisiens ont constitué l'un des plus gros contingents de djihadistes étrangers en Syrie, en Irak et en Libye après 2011 avec près de 3 000 départs, selon les autorités.

Malgré la fin de son califat autoproclamé en 2014 à cheval entre la Syrie et l'Irak, « l'EI n'est pas totalement vaincu, on assiste à sa remontée en Afrique subsaharienne », rappelle Michaël Ayari, analyste pour le centre International Crisis Group. « Se pose de plus en plus la question des liens entre les groupes armés au Sahel et les Tunisiens partis combattre en Irak, en Syrie et en Libye entre 2012 et 2015, et qui ont échappé à la mort ou à la prison. »

LYBIA :

Libye : la NOC annonce que les pertes liées au blocus pétrolier s'élèvent désormais à près de 9,5 milliards \$

<https://www.agenceecofin.com/trade/0909-79999-libye-la-noc-annonce-que-les-pertes-liees-au-blocus-petrolier-s-elevent-desormais-a-pres-de-9-5-milliards> 09/09/2020

(Agence Ecofin) - En Libye, la production pétrolière a chuté des trois quarts depuis début 2020, engendrant des pertes d'environ 9,5 milliards \$ pour les caisses publiques. Face au blocus imposé par Khalifa Haftar, la compagnie ne peut compter que sur la pression de ses principaux soutiens occidentaux.

La société publique libyenne du pétrole (NOC) a déclaré que la fermeture des opérations pétrolières a engendré une perte de près de 9,5 milliards de dollars. Cette situation est due au blocage des principaux terminaux pétroliers, mis en place par le maréchal Khalifa Haftar depuis le début de l'année.

Outre ses nombreux appels à l'apaisement, Mustafa Sanalla (photo), président de la NOC, consulte les dirigeants occidentaux afin qu'ils fassent pression sur le gouvernement de l'Est qui est le principal responsable de la situation actuelle. Il y a quelques jours, il a rencontré le ministre italien des Affaires étrangères Luigi Di Maio, à Tripoli afin de trouver des alternatives concernant l'arrêt continu du fonctionnement des installations pétrolières du pays.

M. Di Maio a par la suite réaffirmé son soutien total à l'initiative proposée par la société pour reprendre la production et l'exportation de pétrole.

COTE D'IVOIRE :

Issiaka Cissé : Nouveau titre de champion de Cote d'Ivoire

<https://www.africatopsports.com/2020/09/09/issiaka-cisse-nouveau-titre-de-champion-de-cote-divoire/09/09/2020>

La Côte d'Ivoire a tenu dimanche son championnat national 2020 de cyclisme sur route. A l'arrivée, nouveau sacre d'Issiaka Cissé, meilleur sur ces dernières années.

Cissé a bouclé les 120 km de course en 3h 11'45" avec une vitesse moyenne de 37,548 km/h. Il devance sur la ligne d'arrivée Konté Bassirou de Renaissance Club de Cocody et son équipier, Soro Porolo, de 3'50".

C'est le second titre national de Cissé, déjà vainqueur en 2010.

Par ailleurs, ce championnat national s'est tenu à San Pedro.

MALI :

Mali : le président déchu est parti

<https://larevuedestransitions.fr/2020/09/10/mali-le-president-dechu-est-parti/10/09/2020>

Les militaires ayant pris le pouvoir au Mali sont parvenus à se débarrasser de l'ancien président du pays, Ibrahim Boubacar Keïta. En effet, ce dernier s'est envolé récemment de Bamako afin de se rendre aux Émirats arabes unis pour s'y faire soigner, et cela deux semaines à la suite de son renversement causé par une junte, qui d'ailleurs a donné des signes favorables pour une transition vers un pouvoir civil.

Un départ à l'étranger vers Abou Dhabi

La famille de l'ancien président malien a validé l'information : Ibrahim Boubacar Keïta est parti dans un avion avec deux autres personnes (dont on ne connaît pas l'identité) dans la capitale des Émirats arabes unis, Abou Dhabi. Son départ a été accepté pour des causes humanitaires, sous réserve de certaines conditions, que n'a pas précisé la junte.

Ce départ pour des soins à l'étranger, avait déjà été évoqué à la suite de la chute de l'ancien président. Il s'est précisé au début du mois de septembre avec une hospitalisation dans une clinique de Bamako dont Ibrahim Boubacar Keïta s'en est allé au bout de deux jours.

Touché par un court accident vasculaire cérébral

L'engagement de son départ s'est fait après des échanges avec le médiateur de la Cédéao (il s'agit de Goodluck Jonathan, ancien président nigérian) auprès des autorités du pays à la fin du mois d'août. Son départ avait déjà été abordé à la suite de sa chute. Après ce court AVC et son hospitalisation à Bamako, il n'a fait que se préciser.

L'ancien président a été victime d'un accident ischémique transitoire. Il s'agit d'un AVC durant seulement quelques minutes mais étant un signal par rapport à un éventuel futur infarctus.

La promesse de la junte vers un pouvoir civil

Les militaires qui ont pris le pouvoir sont loin d'avoir les mains libres. Pressé par la communauté internationale, mais aussi et surtout par les pays voisins ouest-africains, la junte a débuté des échanges à Bamako par rapport à la transition, qui doivent s'étaler sur plusieurs jours.

Le Comité national pour le salut du peuple, créé par les putschistes, a affirmé qu'une nouvelle page du pays s'écrit actuellement. Le nouveau pouvoir a déclaré que la phase essentielle demande une grande réflexion et l'implication de toute la nation. Néanmoins, il faut signaler qu'il n'y a pas de représentant de la Coordination des mouvements de l'Azawad dans ce comité. Pour rappel, il s'agit de l'ancienne rébellion touareg, acteur majeur de l'accord de paix il y a cinq ans. Dans un

écrit, le groupe affirme que les mesures de confiance obligatoires pour façonner un accord par rapport au partage des responsabilités n'est pas au goût du jour. Ainsi, il est nécessaire que le processus intègre des concertations participatives et consensuelles, pour une transition apaisée vers un pouvoir civil dans le pays.

Emmanuel Macron pour sa part souhaité la mise en œuvre d'une transition politique civile, avec une seule condition : une lutte féroce face au terrorisme. La transition en direction d'un pouvoir civil est encore longue mais la junte en a fait la promesse. Il reste désormais à déterminer l'étendue et la forme de cette transition, qui sont toujours à l'heure actuelle deux aspects sensibles avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest. Effectivement, la Cédéao a récemment sanctionné les tous récents leaders militaires du Mali.

TOGO :

Togo: Adoyi Essowavana, le numéro 2 de l'Office des recettes limogé (les raisons)

<https://www.financialafrik.com/2020/09/10/togo-adoyi-essowavana-le-numero-2-de-loffice-des-recettes-limoge-les-raisons/>

Par [Nephthali Messanh Ledy](#) 10/09/2020

Adoyi Essowavana, le commissaire des impôts de l'Office togolais des recettes (OTR) né de la fusion entre les services des impôts et de la douane en 2014, a été démis de ces fonctions ce mercredi par décret présidentiel.

Le limogeage de ce haut-fonctionnaire considéré comme le numéro 2 de l'institution après le Commissaire général n'a pas été expliqué. «Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret», s'est-on contenté de lire à la Télévision nationale qui a donné l'information. D'après plusieurs sources, Adoyi Essowavana aurait été, avant son limogeage, convoqué à la présidence dans la journée du lundi 7 septembre pour s'expliquer sur des faits qui lui sont reprochés. Cette décision intervient quelques jours après la célébration du mariage de son fils le week-end dernier où il a été aperçu, sur des vidéos ayant fait le tour des réseaux sociaux, au milieu d'une foule estimée à 500 personnes, en plein protocole sanitaire en vigueur dans le pays en raison de la pandémie du coronavirus avec l'interdiction de tout rassemblement de plus de 15 personnes.

Par ailleurs, d'aucuns évoquent un scandale financier relative à une commission de 500 millions de FCFA au cœur duquel se trouverait Adoyi Essowavana, et ayant conduit à un contentieux entre la société privée de téléphonie Atlantique Télécom (Moov) et l'Etat togolais. Des faits révélés par la presse locale le 10 septembre 2019, un an avant son limogeage. Notons que dans le cadre de ce différend, comme le rapportait-on à la fin août, Moov a obtenu gain de cause contre le Togo suite à un arrêt rendu le 12 mars 2020 par la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage d'Abidjan.

SENEGAL :

Sénégal: Macky Sall annonce 10 milliards de francs CFA d'aide après les inondations <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200909-s%C3%A9n%C3%A9gal-macky-sall-annonce-plan-d-envergure-endiguer-les-inondations> 09/09/2020 De la

correspondante Charlotte Idrac

Le président sénégalais Macky Sall a annoncé mardi un budget de 10 milliards de francs CFA (plus de 15 millions d'euros) pour faire face aux inondations qui ont frappé le pays le week-end dernier. Les populations et des responsables de l'opposition ont critiqué la gestion de ce phénomène récurrent, à chaque saison des pluies.

Après une réunion de crise ce mardi avec les ministres concernés, Macky Sall a promis des mesures d'urgence, la poursuite du plan décennal de lutte contre les inondations, et appelé ses compatriotes à

« changer de comportement ». « Nous sommes dans le cas du dérèglement climatique qui est un phénomène mondial », a expliqué dans un premier temps le président sénégalais. Les inondations qui ont touché le pays le week-end dernier ont fait au moins six morts, selon le ministère de l'Intérieur, et d'importants dégâts.

« Très tôt en 2012, j'avais lancé le programme décennal de lutte contre les inondations et c'est important que ce programme soit poursuivi (...) Alors pour accompagner ces efforts, j'ai décidé de mettre en place un budget de 10 milliards de francs CFA, dont 3 milliards serviront directement d'appui aux populations sinistrées et 7 autres milliards serviront à accompagner les services de sapeurs-pompiers, de l'Onas (Office national de l'assainissement du Sénégal) et de l'achat de matériel supplémentaire », a poursuivi le président.

Macky Sall a annoncé que « le gouvernement va présenter prochainement la situation du plan décennal de lutte contre les inondations et surtout un nouveau schéma pour que des financements complémentaires soient trouvés afin de boucler ce programme décennal ».

BURKINA FASO :

Burkina Faso : La masse salariale représentera 54,87% dans les prévisions budgétaires de 2021 <https://www.burkina24.com/2020/09/09/burkina-faso-la-masse-salariale-representera-5487-dans-les-previsions-budgetaires-de-2021/>

Par Revelyn 09/09/2020

Des dossiers sur la table du conseil des ministres de ce mercredi 9 septembre 2020, il y avait l'avant-projet du budget 2021. La masse salariale va représenter 54,87% des recettes fiscales en 2021 contre 53,08% en 2020.

L'examen du projet du budget indique comme axes prioritaires pour 2021 le renforcement de la sécurité et de la cohésion sociale, la promotion d'une bonne gouvernance, le développement du capital humain et la dynamisation des secteurs porteurs pour l'économie.

Le projet de budget se chiffre à 2241, 42 milliards de FCFA en recettes et à 2782, 22 milliards en dépenses, dégageant ainsi un solde budgétaire global d'au moins 540,80 milliards FCFA correspondant à -5, 60% du PIB.

Les recettes propres se chiffrent à 1947,22 milliards contre des prévisions révisées 1664,78 milliards en 2020 correspondant ainsi à l'accroissement en valeur absolue 282,44 milliards fcfa et en valeur relative de 16,96%.

Les dépenses budgétaires totales se chiffrent à 2782,22 milliards. Elles enregistrent une hausse de 263, 76 milliards. Quant aux dépenses courantes, elles se chiffrent à 1827,10 milliards soient 65,67 des dépenses totales.

« On peut noter une certaine stagnation du poids de cette nature de dépense, ce qui traduit une maîtrise des charges courantes au profit des dépenses d'investissements », commente le ministre Sango.

Le poids des charges courantes dans les dépenses totales reste dominé par celui des dépenses du personnel qui affichent un montant de 950 milliards FCFA en 2021. La masse salariale va représenter 54,87% des recettes fiscales contre 53,08% en 2020.

S'agissant du taux de pression fiscale, il devrait être de 18% contre une norme régionale qui devrait être supérieure ou égale à 20%.

Du rapport d'exécution du budget 2020 et la situation de la trésorerie de l'Etat, on retient qu'au titre des recettes au 30 juin 2020, on avait 896,48 milliards FCFA qui avaient pu être recouverts sur une prévision de 2233,32 milliards, soit un taux d'exécution de 40,14%. Les recouvrements des recettes internes sont de 840,11 milliards soit un taux de 44,34%.

On enregistre donc sur la période un manque à gagner de 94 milliards de F CFA pour principalement la direction générale des impôts et la direction générale des douanes. « Cela est lié évidemment au contexte, explique le ministre. Mais en fin août, la situation s'est nettement améliorée pour le recouvrement des recettes et on se situe autour de 63,60 % d'exécution ».

Au titre des dépenses, le taux d'exécution est de 44,30%, soit 1115, 77 milliards, induisant une amélioration de 135, 29 milliards de F CFA par rapport à 2019.

Recommandation a été donc faite, selon le ministre, aux différents acteurs de fournir plus efforts aussi bien en recettes qu'en dépenses pour le reste de l'année.

BENIN :

Bénin : Le coordonnateur du Système des Nations Unies apprécie les changements obtenus en 4 ans <https://visages-du-benin.com/benin-le-coordonnateur-du-systeme-des-nations-unies-apprecie-les-changements-obtenus-en-4-ans/> 09/09/2020

« J'ai été le témoin de changements positifs ». C'est la déclaration faite par Siaka Coulibaly, Coordonnateur du Système des Nations Unies (Snu) au Bénin, ce mardi 8 septembre 2020. C'est à l'occasion des échanges qu'il a eus avec le Chef de l'Etat Patrice Talon à qui il es allé dire ses adieux puisqu'en fin de mission après quatre années d'exercice au Bénin.

Le Chef de l'Etat et le Coordonnateur du Système des Nations Unies (Snu), ont passé en revue la coopération entre le Snu et le Bénin.

Pour ce responsable des Nations-Unies au Bénin, il s'agit d'une coopération fructueuse, puisqu'elle a contribué à la mise en œuvre effective de certaines actions phares du Programme d'action Gouvernementale (PAG) et donc, une coopération qui a contribué à l'amélioration des conditions de vie des populations à la base, a fait constater Siaka Coulibaly.

« Au cours de ces quatre dernières années, j'ai été le témoin d'un certain nombre de changements positifs, de transformations en cours au Bénin par la mise en œuvre des réformes diligentées par le gouvernement...Je pars convaincu qu'avec ces avancées, ces transformations, si elles se maintiennent, le Bénin irait de l'avant », a conclut ce haut fonctionnaire du Système des Nations Unies.

NIGERIA :

Au Nigeria, la fin du carburant subventionné suscite des inquiétudes

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200910-nig%C3%A9ria-inqui%C3%A9tude-apr%C3%A8s-la-fin-subventions-carburant> 10/09/2020

De la correspondante Liza Fabbian Le Nigeria a mis fin définitivement aux subventions qui permettait de réguler le prix de l'essence dans le pays. Un dispositif coûteux, que le pays « ne peut plus se permettre » selon le président Muhammadu Buhari. Ces derniers mois, le Nigeria a été forcé de réduire sa production de brut pour faire face à l'effondrement du cours du pétrole. Dans le même temps, le pays importe la quasi-totalité de son carburant de l'étranger. Depuis mars, le prix à la pompe est donc indexé sur le marché. Ce tournant est très mal vécu dans le pays. Malgré une décision politique difficile, le président Muhammadu Buhari s'est voulu ferme dans ses déclarations. Le chef de l'État a expliqué ce lundi que le Nigeria n'avait plus « les provisions nécessaires pour continuer à subventionner le carburant (...) si il veut continuer à financer la santé, l'éducation et les autres services sociaux ». Inquiétude chez les Nigériens Entre 2006 et 2019, les mesures de soutien aux importations de produits pétrolier ont coûté plus de 27 milliards de dollars à l'État. La suppression de ces aides permettrait d'économiser au moins 2 milliards de dollars par an. Mais après avoir fortement diminué, le prix à la pompe a recommencé à augmenter régulièrement depuis le mois de juillet, provoquant l'inquiétude des Nigériens. Une mesure « cruelle » L'opposition a dénoncé une mesure « cruelle », qui « fait du mal » à la population. Les récriminations sont les mêmes du côté des syndicats qui critiquent « une décision qui va appauvrir les masses et les travailleurs ». Les distributeurs applaudissent quant à eux la mesure et assurent que ces ajustements seront bénéfiques à long terme pour l'emploi et les investissements étrangers. Ils soulignent aussi que le prix du carburant baissera de nouveau lorsque la production aura redémarré.

NIGER :

Niger, 9e pays en Afrique en termes de guérison à la Covid-19

<https://www.niameyetles2jours.com/la-gestion-publique/sante/1009-5903-niger-9e-pays-en-afrique-en-termes-de-guerison-a-la-covid-19>

Par Mawulolo Ahlijah, 10 septembre 2020 04:09

(Niamey et les 2 jours) - Dans sa note technique du 8 septembre sur la Covid-19, l'Institut national de la statistique (INS) a annoncé qu'avec 93,0% de patients guéris, le Niger occupe la 9e place en Afrique en termes de guérison à la pandémie.

Par ailleurs, la note indique que si dans d'autres pays du continent, une recrudescence de la pandémie est observée ; c'est le cas du Maroc où l'état d'urgence a été décrété de nouveau pour un mois, de l'Afrique du Sud, ou encore de la Libye, le Niger enregistre des périodes creuses. Ainsi du 6 au 7 septembre aucun nouveau cas n'a été détecté dans le pays.

Elle poursuit en précisant que toutes les couches d'âge sont touchées par le coronavirus au Niger et précise les répartitions : 25-34 ans (19,5%), 55-64 ans (17,8%), des 0-24 ans (17,8%) et des 35-44 ans (16,8%).

''La létalité croit, fortement, avec l'âge des patients. Ainsi, plus de 20% des patients âgés de plus de 64 ans sont décédés à la suite d'une infection liée à la COVID-19, contre 1% chez les patients de moins de 25 ans'', souligne toujours la note.

Cette performance du Niger en matière de guérison repose essentiellement sur trois stratégies mises en œuvre par le gouvernement, et qui ont donné de bons résultats. Il s'agit du dépistage massif, du port obligatoire des masques, et du renforcement de la communication.

Rappelons qu'au Niger, l'effectif des cas positifs se répartit par région comme suit : 7 cas à Diffa, 9 cas à Tillabéri, 11 cas à Maradi, 18 cas à Dosso, 20 cas à Tahoua, 104 cas à Agadez, 140 cas à Zinder et 869 cas à Niamey.

Au total, la pandémie a fait 69 morts sur un total de 1178 personnes atteintes. À ce jour, 1099 patients sont guéris et 10 cas sont actifs.

GHANA :

GHANA : l'Ukef prête 35,5 M\$ pour approvisionner 225 000 personnes en eau potable

<https://www.afrik21.africa/ghana-lukef-prete-355-m-pour-approvisionner-225%E2%80%89000-personnes-en-eau-potable/>

Par Inès Magoum - 9 septembre 2020

Après plus d'un an de négociations, l'UK Export Finance (Ukef), une banque commerciale appartenant au gouvernement britannique accorde finalement un prêt de 35,5 millions de dollars (environ 205 millions de cedis ghanéens) au gouvernement du Ghana. Les fonds sont destinés à la mise en œuvre d'un projet d'eau potable en zone rurale.

Au moins 225 000 personnes vivant dans les régions du grand Accra, Oti, Volta, Ashanti et de la région Orientale disposeront bientôt d'un système d'approvisionnement en eau potable. L'UK Export Finance (Ukef), une banque commerciale appartenant au gouvernement britannique vient de consentir à un prêt de 35,5 millions de dollars (environ 205 millions de cedis ghanéens) à l'Etat ghanéen pour la mise en œuvre du projet après plus d'un an de négociations.

Les fonds sont destinés à Aqua Africa, à l'origine du projet. L'entreprise basée en Grande-Bretagne se chargera d'approvisionner les populations locales grâce à son système de nanofiltration fonctionnant avec l'énergie solaire. Aqua Africa indique qu'elle fournira 5 litres d'eau par jour à chaque habitant pour un centime de dollars. En 2019, un accord a été signé entre Cecilia Dapaah, la ministre ghanéenne de l'Assainissement et des Ressources en eau et Philip Foster, le directeur général d'Aqua Africa.

Initialement prévue en janvier 2020, la mise en œuvre du projet d'eau potable commencera

finalement en septembre 2020 par un plan de mise en œuvre sur le terrain et des exercices d'engagement communautaire. En janvier 2021, Aqua Africa prévoit d'installer les premières unités de filtration dans 75 communautés au Ghana afin d'approvisionner 22 500 personnes en eau potable. L'entreprise spécialisée dans l'approvisionnement en eau potable compte desservir les 200 000 habitants restants en plusieurs phases et sur une période de 18 mois.

Le Ghana rejoindra ainsi les pays africains qui bénéficient déjà des systèmes de nanofiltration d'Aqua Africa. Dans le village de Nzara, État d'Équatoria-Occidental, au sud-ouest du Soudan du Sud par exemple, la société pompe l'eau de la nappe phréatique grâce à l'électricité fournie par un système solaire photovoltaïque. Cette eau remonte dans un château d'eau et redescend pour approvisionner cinq points de distribution pouvant fournir quotidiennement de l'eau potable à 2 500 personnes.

GAMBIA :

Gambia seeks consultants for 150 MW solar-plus-storage project

<https://www.pv-magazine.com/2020/09/10/gambia-seeks-consultants-for-150-mw-solar-plus-storage-project/>

September 10, 2020 Emiliano Bellini - The transnational West African Power Pool is seeking consultants for an environmental impact study as well as transaction advisors for a project under development since October. The West African Power Pool of the Economic Community of West African States has issued two tenders for consultants for the development of a 150 MW solar power plant which could be linked to energy storage. The regional power grid, through a tender which closes its expressions-of-interest phase on September 21, is seeking consultants to draw up an Environmental and Social Impact Assessment for the solar park. A separate procurement exercise, which closes its first phase on October 5, aims to secure a transaction advisor to design an auction to allocate one or more independent power producers to finance, construct and operate the PV plant. The project has been under development by the government of Gambia since October, when work started on a feasibility study for the facility. The project is expected to sell power to utility the National Water & Electricity Company Ltd and is likely to be built on a 225ha site near a 225/30 kV substation in Soma, which is part of the Gambia River Basin Development Organization energy project. The solar plant, which may be coupled with 20 MWh of energy storage capacity for grid stabilization purposes, is expected to be built in two phases. A first, 80 MW unit is scheduled for completion next year and a second, 70 MW section is planned to come online in 2025. The site's energy storage capacity may be increased, depending on grid needs. The government said last year: "According to preliminary estimates, the 150 MWp GambiaSolar Park will be combined with between 100 and 150 MWh of battery [capacity]." Gambia had only 2 MW of solar generation capacity at the end of 2019, according to the International Renewable Energy Agency. Its 2 million people can call upon only 102 MW of total power generation capacity. The Gambian electricity network consists mainly of mini-grids which the government hopes to improve by transforming into hybrid facilities which include renewables generation. With an electricity access rate of only 35%, Gambia introduced a Renewable Energy Act to promote clean energy in 2013.

TCHAD :

Tchad : ouverture prochaine d'une ambassade en Israël

<https://sahel-intelligence.com/21405-tchad-ouverture-prochaine-dune-ambassade-en-israel.html>
9 septembre 2020 Samuel Benshimon

Une délégation tchadienne, présidée par Abdelkerim Idriss Déby, a été reçue mardi par le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu pour discuter de l'ouverture d'une ambassade du Tchad à Jérusalem, selon les autorités israéliennes.

M. Netanyahu avait annoncé la reprise de relations diplomatiques avec le Tchad en janvier 2019, après 47 ans d'interruption, lors d'une visite à N'Djamena au cours de laquelle il avait rencontré le président Déby.

Abdelkerim Idriss Déby, l'un des fils du président tchadien, et le chef du renseignement Ahmed Kogri, a rencontré M. Netanyahu et le chef du Conseil national de sécurité, Meir Ben-Shabbat, ont indiqué les autorités israéliennes.

« A la suite de la reprise des relations avec le Tchad, nous avons discuté de la nomination des ambassadeurs et de l'ouverture de missions diplomatiques, y compris la possibilité d'ouvrir une ambassade à Jérusalem », a déclaré sur Twitter M. Netanyahu, dont les services ont aussi fait état de discussions à propos de terrorisme, cyber-sécurité et d'agriculture.

CENTRAFRIQUE :

Vers un report de la présidentielle et des législatives en Centrafrique? 10/09/2020

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200910-vers-report-la-pr%C3%A9sidentielle-et-l%C3%A9gislatives-en-centrafrique>

En Centrafrique, l'opposition et la société civile assurent que l'Autorité nationale des élections est confrontée à de nombreux problèmes et ne pourra pas organiser la présidentielle et les législatives prévues le 27 décembre prochain. La Cour constitutionnelle a donc décidé d'auditionner l'ANE et son verdict est sans appel.

L'Autorité nationale des élections doit impérativement avoir publié la liste unique des électeurs avant le 27 septembre, date de leur convocation, pour que les scrutins prévus trois mois plus tard jour pour jour puissent avoir lieu. Ce qui déjoue totalement les plans de cet organe puisqu'il a pris du retard dans ses opérations d'enrôlement des électeurs et avait programmé de les poursuivre au-delà de cette date butoir.

La Cour constitutionnelle a donc sommé l'ANE de rester dans les clous, ou d'annoncer à l'exécutif qu'elle est dans l'impossibilité de respecter les délais constitutionnels. Jusqu'ici, l'Autorité nationale des élections poursuit ses activités comme si de rien n'était, même si « l'heure de vérité a sonné » pour l'opposition et la société civile.

Ce mercredi, l'opposition regroupée au sein du COD-2020 a rencontré le président Faustin-Archange Touadéra et lui a demandé de prendre acte de l'impossibilité d'organiser les élections dans les délais et de débiter « une concertation » en vue d'arriver à « un glissement électoral consensuel ». La question sera également abordée ce jeudi dans une rencontre entre le président et ses quatre prédécesseurs présents dans le pays. Mais pour le moment, la présidence renvoie la patate chaude à l'ANE, seule organe habilitée à ses yeux pour demander un report des élections.

CAMEROUN :

En 2023, le Cameroun ambitionne de faire passer l'essentiel des marchés publics par voie électronique

<https://www.investiraucameroun.com/gestion-publique/1009-15175-en-2023-le-cameroun-ambitionne-de-faire-passer-l-essentiel-des-marches-publics-par-voie-electronique> 10/09/2020 (Investir au Cameroun) - Grâce à sa plateforme Cameroon Online E-procurement, le gouvernement camerounais entend passer les contrats publics essentiellement par voie électronique, à partir de l'année 2023, a-t-on appris au cours d'un atelier organisé le 8 septembre 2020 dans la capitale du pays, par le ministère en charge des marchés publics. Conçue avec le concours financier de la Corée du Sud, dans le cadre d'un projet implémenté depuis 2014, la plateforme sus-mentionnée vise non seulement à accélérer les procédures de passation des contrats publics, mais aussi, et surtout, à limiter les contacts entre les acteurs, qui sont généralement source d'actes de corruption. Cependant, de nombreuses administrations publiques tardent à s'approprier cette innovation. « La logistique nécessaire à l'exploitation du système chez certains maîtres d'ouvrage est encore absente, et il demeure une attitude de résistance au changement », explique Ibrahim Talba Malla, le ministre délégué à la présidence chargé des Marchés publics. Pour preuve, au premier semestre 2020, seulement 16 contrats ont été attribués via la plateforme, apprend-on officiellement. BRM

CONGO BRAZZA :

Congo : Quand les véhicules transportent des charges bien supérieures à la normale à Mougoundou-sud

<https://lesechos-congobrazza.com> <https://lesechos-congobrazza.com/faits-divers/7278-congo-quand-les-vehicules-transportent-des-charges-bien-superieures-a-la-normale-a-mougoundou-sud>

Par Germaine Mapanga 10/09/2020 Les véhicules ont souvent une charge limite à respecter d'un point de vue de la sécurité, mais cela n'a pas empêché ce conducteur à Mougoundou-nord dans le Niari (sud) de le surcharger imprudemment ou de conduire avec une charge instable et précaire. Au Congo-Brazzaville, qu'il s'agisse de camions, de motos, ou des bus, il y a beaucoup de moments surprenants capturés dans les photos. Voir de telles choses relève du folklore et nous rappelle que la façon de faire dans notre pays, donne l'impression qu'il n'y a pas autant de règles sur les routes congolaises à Brazzaville comme à l'intérieur du pays où on assiste régulièrement à des scènes insolites chaque jour, qui sont en fait le quotidien de la population. Ces transporteurs ne sont pas régulièrement soumis à des contrôles routiers qui peuvent faire ressortir différents problèmes et infractions.

Les problèmes de surcharge sont un cas courant au Congo-Brazzaville alors qu'il est parfois difficile pour le chauffeur de savoir précisément le poids des marchandises qu'il transporte. S'il est de la responsabilité de l'expéditeur de fournir les informations exactes sur la marchandise confiée au transporteur, il est compliqué de retrouver les origines précises des écarts entre la réalité et le déclaratif, notamment si le chauffeur a pris en charge plusieurs lots d'expéditeurs différents. Même si les forces de police hésitent à retirer le permis de conduire du chauffeur, car cela équivaldrait à le priver de son outil de travail, le transporteur reste cependant redevable de l'amende vis-à-vis du Trésor Public. Si la responsabilité de l'expéditeur peut être engagée, le Transporteur reste en 1ère ligne vis-à-vis de l'administration et devra payer la contravention, avant d'essayer d'obtenir réparation.

Dire qu'avec des véhicules à l'évidence difficiles à manœuvrer, les chauffeurs conduisent parfois,

malgré le mauvais état des routes, en toute insouciance face au danger potentiel qu'ils ne peuvent hélas pas éviter du fait de la marge de manœuvre réduite, pour cause de vitesse excessive.

UNION AFRICAINE :

L'union africaine appelle au désarmement des civils à l'occasion du «mois de l'amnistie» : Le fléau des armes légères en Afrique

<https://www.elwatan.com/edition/international/lunion-africaine-appelle-au-desarmement-des-civils-a-loccasion-du-mois-de-lamnistie-le-fleau-des-armes-legeres-en-afrique-08-09-2020>

Par Mustapha Benfodil 08/09/2020

L'Union africaine (UA) a appelé ce samedi 5 septembre à la collecte «urgente» des armes à feu détenues illégalement par des civils sur le continent, rapporte l'APS. Un véritable défi quand on sait que «plus de 40 millions d'armes légères sont entre les mains de la population civile» en Afrique, selon l'ONU, «mais très peu de propriétaires civils sont titulaires d'un permis». Les statistiques onusiennes révèlent, en outre, que «85% des armes légères et de petit calibre» sont détenues par des civils à l'échelle mondiale.

L'appel de l'UA s'inscrit, faut-il le signaler, dans le cadre du «Mois de l'Amnistie». Et cette campagne s'étale sur tout le mois de septembre. «Le mois de septembre de chaque année jusqu'à 2020 est proclamé "Mois de l'amnistie africaine" pour la remise et la collecte des armes illégalement détenues», explique un document de l'UA. Par «amnistie», il est entendu : «Les personnes qui remettent leurs armes illégales ne doivent pas faire l'objet de dénonciation, d'humiliation, d'arrestation ou de poursuites».

L'Organisation panafricaine s'alarme de l'ampleur des violences causées par cet arsenal qui échappe à tout contrôle : «Le fléau des armes illégales, leur prolifération et leur utilisation illicites dans diverses parties de l'Afrique causent plusieurs morts, des souffrances immenses, le déplacement de populations, la détérioration des moyens de subsistance, la destruction des infrastructures et la perturbation des activités économiques, qui tous s'associent pour compromettre les efforts visant à réaliser l'objectif exclusif de créer une Afrique exempte de conflits, intégrée et prospère, telle qu'envisagée dans l'Agenda 2063».

«Faire taire les armes»

«L'Agenda 2063» mentionné ici est le fruit d'un engagement pris par les Etats membres en 2013, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la création de l'Organisation panafricaine (qui a vu officiellement le jour le 23 mai 1963 à Addis-Abeba sous le nom de l'OUA avant de devenir l'UA à partir du 9 juillet 2002). Les Etats membres avaient signé alors «la Déclaration solennelle du 50e anniversaire lors des célébrations du Jubilé d'or de la création de l'OUA/UA, en mai 2013», lit-on sur le site officiel de l'Union africaine. «La Déclaration a marqué la réaffirmation de l'Afrique dans la réalisation de la vision panafricaine pour une "Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens, et représentant une force dynamique sur la scène mondiale". Et l'Agenda 2063 est la manifestation concrète de la manière dont le continent entend réaliser cette vision sur une période de 50 ans, allant de 2013 à 2063». L'un des objectifs-clés de l'Agenda 2063 est décliné sous le slogan : «Faire taire les armes d'ici 2020».

Dans le sillage de cette résolution a été adoptée la «Feuille de route de Lusaka 2016». Celle-ci détaillait les «étapes pratiques pour faire taire les armes d'ici 2020». Et en juillet 2017 a été institué le «Mois de l'Amnistie». C'était lors du 29e Sommet de l'Union africaine.

Le délai que s'était fixé l'Organisation panafricaine pour sa campagne de «démilitarisation» des populations civiles arrivant bientôt à échéance, le dernier Sommet de l'UA, qui a eu lieu en février dernier à Addis-Abeba, s'est évertué à remobiliser les pays membres autour de cet impératif en brandissant ce mot d'ordre : «Faire taire les armes à feu en Afrique : créer des conditions propices au développement du continent». Au cours de cette 33e session, l'ancien chef de la diplomatie algérienne Ramtane Lamamra, qui occupe aujourd'hui la fonction de Haut représentant de l'Union africaine pour la campagne «Faire taire les armes», avait dressé ce constat que rapportait l'APS en

ces termes : «Le Haut représentant constate que les causes des conflits sur le continent africain sont variées et dont une proportion importante est due à une rivalité ethnique sur la succession politique, à des désaccords sur les modalités de conduite des élections nationales ou sur les résultats des élections, ainsi qu'à des luttes de pouvoir au sein de l'Etat. Des conflits surviennent également en raison de la lutte pour le contrôle et l'accès aux ressources naturelles et aux avantages qui en découlent.» (Dépêche du 10 février 2020).

«500 000 personnes tuées en Afrique chaque année»

D'après un récent article du magazine Afrique Renouveau, une publication du Département de l'information de l'ONU, «au cours des deux dernières décennies, les armes à feu ont été réduites au silence dans des points chauds comme l'Angola, la Côte d'Ivoire, le Liberia et la Sierra Leone».

«Selon l'Institute for Security Studies (ISS) basé à Addis-Abeba, des progrès importants ont été réalisés dans des cas difficiles tels que ceux de la Somalie et du Soudan, et les initiatives de consolidation de la paix sur le continent ont également contribué à apaiser les poussées éventuelles de violence. Cependant, on constate encore des combats en Libye, au Soudan du Sud, en République centrafricaine (RCA), dans l'est de la République démocratique du Congo et dans le bassin du lac Tchad, qui comprend le Tchad et certaines parties du Nigeria, du Niger et du Cameroun. L'extrémisme violent au Sahel et dans certaines parties de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique orientale constitue également un défi».

Citant une étude de l'ONG Oxfam intitulée «Le coût humain des armes non contrôlées en Afrique» (2017), on apprend que «chaque année, 500 000 personnes au moins meurent en raison de la violence et des conflits armés, tandis que des millions d'autres sont déplacées ou maltraitées».

L'article relaie ces propos de Aïssatou Hayatou, responsable des opérations liées au projet «Faire taire les armes à feu» de l'UA, qui déclare : «Les armes à feu sont les armes les plus populaires sur le continent. Elles causent plus de morts que les bombes, les grenades ou les mines. L'AK-47 est toujours l'outil de mort le plus dangereux en Afrique».

40 millions d'armes dont 16 millions non enregistrées

A la lumière de ces faits, il est aisé de comprendre que le désarmement des populations civiles en Afrique est devenu un véritable enjeu sociétal. D'où les efforts de la Commission de l'Union africaine visant à accélérer cette campagne de «démilitarisation» des groupes armés informels. Le diplomate algérien Smaïl Chergui, commissaire de l'UA pour la paix et la sécurité, a indiqué à ce propos : «Nous entreprenons actuellement la collecte des armes illicites en possession de civils. La Commission de l'UA pour la paix et la sécurité, en partenariat avec Small Arms Survey, a récemment entrepris une étude cartographique sur les flux d'armes légères illicites en Afrique. L'une des conclusions importantes de cette étude est le nombre d'armes détenues par des civils sur le continent africain, qui était estimé à 40 millions en 2017» (dépêche APS du 6 septembre). «Nous devons nous demander combien de ces armes non enregistrées ont été collectées, que ce soit dans le cadre du Mois de l'Amnistie ou d'autres programmes nationaux de désarmement», interroge le diplomate algérien.

Selon l'Union africaine, les 40 millions d'armes en question représentent environ 80% de toutes les armes sur le continent. «Cela comprend les particuliers, les entreprises enregistrées telles que les sociétés de sécurité privées, et les groupes armés non étatiques», détaille M. Chergui, avant d'observer : «Ce chiffre doit être mis en regard de l'estimation des forces armées et des agences de maintien de l'ordre du continent qui détiennent moins de 11 millions d'armes». A noter par ailleurs que sur ces 40 millions d'armes qui sont en possession de civils, «environ 5,8 millions sont enregistrées officiellement, tandis qu'environ 16 millions ne sont pas enregistrées. Le statut des plus de 18 millions d'armes restantes n'est pas clair». De l'aveu de Smaïl Chergui, ces armes qui sont dans la nature représentent «une source de préoccupation pour nous tous». «Nous devons redoubler d'efforts pour relever ce défi qui constitue une menace très grave pour la paix, la gouvernance et le développement (en Afrique)» prévient le commissaire de l'UA pour la paix et la sécurité.

L'expérience algérienne de désarmement des maquis terroristes

De son côté, Mourad Lamoudi, membre de l'Assemblée générale du Conseil économique, social et culturel de l'Union africaine (ECOSOCC) a tenu d'emblée à mettre en valeur, dans une déclaration

à El Watan, les précieux enseignements de l'expérience algérienne dans le désarmement des maquis terroristes. «Dans ce domaine, l'Algérie a joué un rôle de pionnier, malheureusement à la suite d'une douloureuse expérience, en initiant la politique de réconciliation pour faire taire les armes», a-t-il souligné lors d'un entretien téléphonique, avant d'ajouter : «Nous avons eu tour à tour la loi sur la Rahma, la loi sur la Concorde civile, ainsi que la Charte pour la Paix et la Réconciliation nationale. Grâce à toutes ces dispositions, les armes se sont tues». «Toutefois, ces mesures de clémence ne concernent pas les auteurs des crimes de sang et des crimes collectifs», précise M. Lamoudi. Il fera remarquer dans la foulée : «Bouteflika s'est accaparé de tout, mais il convient de rappeler que cela a commencé avec Zeroual.

Il faut rendre à César ce qui est à César. C'est le président Zeroual qui a entamé la politique de Rahma et de Réconciliation, et qui, le premier, a œuvré pour faire taire les armes». «Donc, nous devons mettre l'accent sur le rôle pionnier de l'Algérie pour rétablir la paix civile. De ce fait, nous sommes bien placés pour soutenir cette initiative». Il rappelle au passage que «l'Algérie abrite le Centre africain d'études et de recherches sur le terrorisme (CAERT), ainsi qu'Afripol». «Il faut souligner aussi, reprend-il, que la culture de la paix est l'un des fondements de notre politique. Depuis 1962, nous prônons le règlement de tout conflit par la voie pacifique, la voie du dialogue et de la concertation».

Mourad Lamoudi a attiré notre attention sur une autre facette de la prolifération critique des armes à feu sur notre continent : l'enrôlement des enfants. «Nous dénonçons le phénomène des enfants-soldats.

La place d'un enfant est à l'école, sur un terrain de jeu, dans des lieux de loisirs, pas dans un théâtre de guerre», martèle le fils du Cheikh Lamine Lamoudi. «Il faut dénoncer également, poursuit-il, le crime organisé, le terrorisme, le trafic de drogue, le trafic d'armes, le trafic humain...».

Le représentant de l'Algérie au sein de l'ECOSOCC a mis également l'accent, au cours de notre entretien, sur la nécessité de «faire de la prévention» en veillant à désamorcer les crises susceptibles de dégénérer en conflits armés. Il a évoqué ainsi les tensions autour de l'imposant «Barrage de la Renaissance» construit par l'Ethiopie sur le Nil : «La tension monte entre l'Ethiopie, le Soudan et l'Egypte concernant le grand Barrage de la Renaissance. On entend des bruits de bottes. C'est assez inquiétant», alerte-t-il.

«Pas de lait, pas de pain, mais des armes à volonté»

La situation politique en Libye est un autre sujet de préoccupation, insiste Mourad Lamoudi. «C'est abominable ce qui se passe en Libye. Tu ne trouves pas de lait, tu ne trouves pas de pain, mais tu trouves des armes à tous les coins de rue», déplore-t-il. «Il faut une solution libyo-libyenne. Nous sommes là pour aider nos frères libyens à se retrouver autour du tapis vert et à œuvrer pour le rétablissement de la paix, dans l'unité et le respect de l'intégrité territoriale de la Libye. Voilà nos principes». Le délégué de l'Algérie à l'Assemblée générale de l'ECOSOCC a plaidé, en outre, pour un règlement «juste et durable» de la question sahraouie : «Nous avons un problème latent qui est la question du Sahara occidental.

Nous avons un peuple qui, à juste raison, s'impatiente. Il a accepté un cessez-le-feu en 1991 avec l'engagement d'organiser très rapidement un référendum d'autodétermination. Et là, ça dure depuis quasiment 30 ans et rien n'est fait», assène-t-il. Pour lui, «il est indispensable que le Conseil de sécurité, que l'ONU et l'UA prennent leurs responsabilités et accèdent aux légitimes revendications du peuple sahraoui. Il faut que le secrétaire général de l'ONU désigne rapidement son représentant spécial, et qu'on reprenne les négociations pour aboutir à une solution juste, durable et mutuellement acceptable, afin de permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination». «Le Sahara occidental, c'est un problème de décolonisation», note M.

Lamoudi. «C'est la dernière colonie en Afrique. Nous avons des dizaines de résolutions : de l'ONU, du Conseil de sécurité, de l'Union africaine, de l'Union européenne, nous avons la décision de la Cour internationale de justice saisie en 1975 par le gouvernement marocain, et qui l'a renvoyé en affirmant que le peuple sahraoui doit jouir du droit à l'autodétermination et à l'indépendance».

Pour finir, Mourad Lamoudi relève que l'engagement pris de «faire taire les armes» est, comme nous l'avons indiqué, l'un des objectifs-phares de «l'Agenda 2063», ce vaste et ambitieux

programme qui, dit-il, «vise à concrétiser le rêve des pères fondateurs de l'organisation panafricaine qui aspiraient à une Afrique unie, pacifique, prospère et réconciliée avec elle-même».

CHINA :

China bars media coverage of Disney's 'Mulan' after Xinjiang backlash

<https://www.cnbc.com/2020/09/10/china-bars-media-coverage-of-disneys-mulan-after-xinjiang-backlash.html>

Sep 10 2020 By Reuters

Chinese authorities have told major media outlets not to cover Walt Disney's release of "Mulan", in an order issued after controversy erupted overseas over the film's links with the Xinjiang region, four people familiar with matter told Reuters.

Set to open in local theatres on Friday, Disney had high hopes for Mulan in China, but starving it of publicity in the country's strictly censored media would be another blow to the \$200 million production.

Starring big-name Chinese-born actors — Jet Li, Gong Li, Donnie Yen and Liu Yifei — and based on a Chinese folk story, Mulan was tailored to appeal to audiences in China, the world's second-largest movie market.

But mixed reviews online and capacity limits in theaters due to coronavirus prevention measures were likely to weigh on its box office performance, even before major media outlets received a notice telling them to refrain from covering the movie.

Three sources told Reuters media outlets had received the notice, two of whom said it was sent by the Cyberspace Administration of China. A fourth source at a major Chinese newspaper said he received a text message with a similar order from a senior colleague.

No reason was given in the notice, but the sources said they believed it was because of the overseas backlash over the film's links to Xinjiang.

Neither the Cyberspace Administration or Disney immediately responded to requests for comment. Partly shot in Xinjiang, Mulan's credits included thanks to the authorities there, which prompted calls overseas for a boycott of the movie. China's clampdown on ethnic Uighurs and other Muslims in Xinjiang has been criticized by some governments, including the United States, and human rights groups.

On Wednesday, the Global Times, a tabloid run by the ruling Communist Party's People's Daily, criticized the backlash against the movie in an editorial in its English edition, describing it as "another manifestation of the extreme ideologies regarding China among US public opinion." Disney had worked to ensure Mulan tested well with Chinese audiences, and the company's chief financial officer told investors on Wednesday that it was "very pleased" with the initial results of its release elsewhere.

The movie was released on Disney's streaming service in many markets, rather than in cinemas, due to the COVID-19 outbreak.

Mulan is likely to be shown on more than 40% of China's screens on Friday, according to data from Maoyan, a Tencent-backed ticketing platform. Chinese theatres are currently limiting capacity, typically at 50 percent.

The film had sold 9.78 million yuan (\$1.43 million) worth of tickets as of Thursday afternoon, accounting for 55% of all ticket sales sold across China for Friday's shows.

One analyst, who declined to be named because he said the situation is sensitive, predicted the film would earn a dismal 150 million yuan at mainland box offices, given early audience reviews.

The film, which many have already seen online, has received a 4.7 score out of 10 on popular social media site Douban, where users leave reviews of films, books and music.

USA :

US Revokes Visas of 1,000 Chinese Students Considered 'High Risk'

<https://www.voanews.com/usa/us-revokes-visas-1000-chinese-students-considered-high-risk>

By VOA News September 10, 2020 08:48 AM

The U.S. says it has revoked the visas of more than 1,000 Chinese citizens considered "high risk" to U.S. security because of alleged ties with the Chinese military.

A statement issued Wednesday by the State Department said the revocation of the visas was authorized by a proclamation signed by President Donald Trump on May 29. The proclamation was aimed at students who had previously studied at colleges and universities in China that have ties to the People's Liberation Army.

The Trump administration has charged that Chinese students have come to the United States to steal intellectual property to advance China's economic and military sectors.

A State Department spokeswoman said the 1,000-plus "high-risk graduate students and researchers" whose visas have been cancelled since June 1 make up just a "small subset" of the more than 360,000 Chinese nationals currently studying in the United States.

"We continue to welcome legitimate students and scholars from China who do not further the Chinese Communist Party's goals of military dominance," the spokeswoman said.

China Thursday accused Washington of "political persecution and racial discrimination."

The visa cancellations are among many back-and-forth retaliatory actions that represent worsening relations between the world's two largest economies.

The two sides have clashed over issues such as trade, technology, Beijing's harsh, new national security law imposed on Hong Kong and its increasingly aggressive behavior toward a self-ruled Taiwan, and the COVID-19 pandemic, which was first detected late last year in the central Chinese city of Wuhan.

Under ‘extraordinary circumstances’, General Assembly continues to serve the people

<https://news.un.org/en/story/2020/09/1071902>

Sep 8 2020-Throughout the COVID-19 pandemic, the General Assembly has worked hard, under “extraordinary circumstances” to uphold its vital mandates, perform essential services, and ensure continuity in the name of the people the Organization serves, the president of the UN body said on Tuesday.

At an end-of-session press conference,, Tijjani Muhammad-Bande recounted some of the important initiatives the 74th session had conducted throughout the coronavirus pandemic.

“The General Assembly successfully organized socially distanced elections for the General Assembly Presidency, the Security Council, and the Economic and Social Council (ECOSOC). Furthermore, we employed virtual methods to gather stakeholders from around the world on Charter Day, and once again at the multi-stakeholder hearing on the occasion of the 25th anniversary of the Fourth World Conference on Women”, he detailed.

The virus

Mr. Muhammad-Bande also applauded the World Health Organization (WHO) for “leading the response from the outset”.

“Today’s meeting takes place as many people suffer and bear great losses due to the COVID-19 pandemic”, he said. “The entire UN system has rallied to address the needs of the people we serve”.

The UN official gave “particular thanks” to humanitarian workers in the field as well as UN Peacekeepers, “who continue to protect communities in the most complex environments around the world”.

Moreover, he acknowledged the leadership of the Secretary-General and the ECOSOC president.

SDGs: Full speed ahead

The Assembly president underlined that these efforts are “critical” as we begin the Decade of Action and Delivery to implement the Sustainable Development Goals (SDGs), “or as it is likely to become, the decade of recovery from the COVID-19 pandemic”.

He closed by urging everyone to “galvanize multilateral action now” and fulfill the UN’s financing for development and other commitments.

“We remain in this together”, Mr. Muhammad-Bande concluded.

Looking forward

Mr. Muhammad-Bande told journalists that he was working with his successor Volkan Bozkir in the preparation of high-level week as well as upcoming events.

The UN official noted that Mr. Bozkir would be presiding over the opening of the 75th session of the Assembly, which will be convened on 22 September.

Among other things, the Assembly president informed that a Summit on Biodiversity will be convened on 30 September, and on 1 October, a High-level meeting to celebrate the 25th anniversary of the Fourth World Conference on Women and the adoption of the Beijing Declaration and Platform for Action.

On 2 October, he said that the Membership will gather to mark the International Day for the Total Elimination of Nuclear Weapons, which he noted, remains integral to the foundation of the UN's work on peace and security.

Mr. Muhammad-Bande told the journalists that it had been a privilege to serve as the President of the 74th session of the Assembly, expressing his confidence that the targets set out in the 2030 Agenda for Sustainable Development would be realized if everyone continues to strive together, and deliver for all.